

**FR**

**FR**

**FR**

**DOCUMENT CONSULTATIF DU BUREAU DES CONSEILLERS DE POLITIQUE  
EUROPÉENNE**

**LA RÉALITÉ SOCIALE DE L'EUROPE**

**par Roger Liddle et Frédéric Lerais**

**Avec l'assistance de Tassos Belessiotis, Marcel Canoy, Maria da Graca Carvalho, Jonas Condomines, Vitor Gaspar, Agnès Hubert, Anna Melich et Peter Smith que je remercie pour leurs commentaires.**

**Clause de non-responsabilité**

**L'analyse contenue dans le présent rapport est celle des auteurs et ne reflète pas nécessairement l'avis de la Commission européenne.**

## **Remarque sur les sources et sur l'utilisation des données**

De par son objet, le présent document aborde un large éventail d'enjeux sociaux. Les données sur lesquelles il se fonde sont pour la plupart tirées d'analyses classiques de la Commission européenne et de l'OCDE: publications annuelles de la DG Emploi et affaires sociales telles que le rapport sur la situation sociale en Europe, le rapport sur l'emploi en Europe, le rapport sur les relations industrielles en Europe et les rapports conjoints du Conseil et de la Commission sur l'inclusion sociale; analyses de la DG ECFIN sur des enjeux de société comme l'impact du vieillissement sur les dépenses publiques; rapports de la DG Éducation et culture sur les résultats comparés en matière d'éducation; études de la DG SANCO sur les questions de santé; études tirées de l'Eurobaromètre et études de l'OCDE telles que le Panorama de la société, le Panorama de la santé et le Panorama des retraites. Dans la mesure du possible, nous avons vérifié ces sources classiques au sein de la Commission. Les renvois ne sont indiqués que lorsque le document se réfère à des études d'universitaires, de groupes d'experts ou d'instituts des États membres.

L'objectif étant de stimuler le débat et la discussion, et vu l'ampleur du sujet, ce document ne saurait offrir une analyse exhaustive. Une certaine généralisation est inévitable. Nous ne pouvons en effet, faute d'espace, fournir une description précise de la situation de chaque État membre. Par ailleurs, les moyennes européennes masquent la réalité sociale de la diversité européenne. Le présent document sélectionne donc certains États membres, non pas nécessairement en raison de leur situation exceptionnelle ou parce que cette dernière offre moins de prise à la critique, mais pour mettre en exergue les faits qui, selon le bureau des conseillers de politique européenne (BEPA), sont de nature à retenir l'intérêt du lecteur.

Le bureau des conseillers de politique européenne (BEPA) est une direction générale de la Commission européenne qui a pour mission de fournir au Président et aux services de la Commission des conseils opportuns, documentés, stratégiques et politiques sur des questions présentant un intérêt pour les activités du Président et l'avenir des politiques de l'Union. Le but du BEPA est de présenter des études et des analyses politiques d'un niveau professionnel élevé afin de contribuer à une communication efficace, non seulement au sein de la Commission et des institutions de l'Union européenne mais aussi avec le monde universitaire, les marchés et le public en général. Le BEPA concentre ses activités sur la phase (stratégique) préalable du cycle d'élaboration des politiques et participe ainsi à la formulation d'options stratégique à moyen et long termes.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
1. TENDANCES: LA MUTATION ACTUELLE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES. 7	
1.1. <u>La transition vers une économie postindustrielle de la connaissance et des services</u> ..	9
1.2. <u>L'impact de l'État providence</u> .....	13
1.3. <u>L'impact de la société d'abondance</u> .....	14
1.4. <u>Le citoyen-consommateur</u> .....	15
1.5. <u>L'égalité entre les hommes et les femmes et l'évolution démographique</u> .....	16
1.6. <u>La tendance à l'individualisation</u> .....	17
2. MESURE DU BIEN-ÊTRE EN EUROPE À L'ÈRE POSTINDUSTRIELLE .....	20
3. LES PROBLÈMES QUE POSE L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ SOCIALE <sup>23</sup>	
3.1. <u>Égalité des chances dans l'emploi</u> .....	23
3.2. <u>Les gens sont-ils satisfaits de leur travail?</u> .....	24
3.3. <u>Accès aux possibilités éducatives</u> .....	26
3.4. <u>Mobilité sociale: la transmission des chances d'avancement social aux générations futures</u> .....	28
3.5. <u>Démographie et «vieillesse»</u> .....	30
3.6. <u>Vie familiale et bien-être</u> .....	31
3.7. <u>La pauvreté et son impact sur l'accès aux possibilités d'avancement social</u> .....	32
3.8. <u>Quelle est l'importance de l'inégalité?</u> .....	34
3.9. <u>Accès à la santé</u> .....	36
3.10. <u>Qualité de la vie</u> .....	38
3.11. <u>Délinquance et augmentation de l'insécurité</u> .....	42
3.12. <u>Migration, diversité ethnique et intégration</u> .....	43
4. QUESTIONS A DEBATTRE.....	48
4.1. <u>Tendances</u> .....	48
4.2. <u>Bien-être</u> .....	48
4.3. <u>Opportunités et accès</u> .....	48
<u>Bibliographie et références</u> .....	51
<u>ANNEXE: graphiques et tableaux</u> .....	57

## **LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX:**

Graphique 1: Structure comparative de l'emploi (par secteur d'emploi principal) dans les États membres de l'Union européenne (2005).

Graphique 2: Niveau de satisfaction personnelle dans l'Union européenne.

Graphique 3: Population ayant atteint l'enseignement supérieur (2003).

Graphique 4: Population ayant atteint l'enseignement secondaire de 2<sup>e</sup> cycle (2003).

Graphique 5: Pourcentage de jeunes dans l'enseignement supérieur par rapport au niveau d'instruction de leurs parents (1994-1995).

Graphique 6: Taux de participation à la formation professionnelle continue informelle des actifs âgés entre 25 et 64 ans en fonction du niveau d'instruction (2003)

-----

Tableau 1: Variation de l'emploi (1995-2005).

Tableau 2: Projection des taux de dépendance (en %).

Tableau 3: Estimations comparables, à l'échelle internationale, sur la mobilité intergénérationnelle.

Tableau 4: Taux de risque de pauvreté par type de ménage (2003).

## INTRODUCTION

Comment promouvoir au mieux le bien-être social de tous les citoyens de l'Union européenne dans un monde en voie de globalisation?

Cette question devrait être au cœur de toute l'action de l'Union européenne et de ses États membres. Les impératifs de l'action publique, tels ceux de la croissance et de l'emploi, la stratégie de Lisbonne et l'accent mis sur une compétitivité accrue ne constituent pas des fins en soi mais plutôt les moyens de parvenir à l'objectif du bien-être des citoyens européens. Ceux-ci ne sauraient peut-être pas définir précisément ce qu'ils entendent par bien-être mais la notion plus large d'un bien-être qui transcende les niveaux de vie matérielle généralement atteints par nos sociétés est bien comprise.

Il est généralement admis qu'une plus grande ouverture économique stimule la croissance de l'innovation et de la productivité qui, à son tour, génère les emplois et la prospérité dont dépendent, en définitive, le bien-être et une meilleure qualité de vie. Au cours de ces dernières années, il est apparu clairement qu'un grand nombre de citoyens européens considéraient que la mondialisation, la libéralisation et l'accent mis sur la compétitivité accrue menaçaient leur bien-être tout autant qu'ils y contribuaient. Pourquoi devrait-il en être ainsi? Quelle est l'origine de l'insécurité que ressent la population et qui engendre cette résistance à l'ouverture et cette réticence à affronter avec confiance les changements économiques?

La Commission européenne a donc conclu, durant le premier semestre 2006, que la dynamique complexe du changement social au sein de nos sociétés devait faire l'objet d'un nouvel examen en vue d'une réaction plus ferme de l'Europe face à la mondialisation. Dans sa *communication de mai 2006 intitulée «Un projet pour les citoyens», la Commission a proposé* de procéder à un «bilan détaillé de la réalité de la société européenne» afin de préparer le terrain en vue d'un programme prospectif axé sur l'accès et la solidarité. En juin 2006, le Conseil européen a soutenu cette approche et a invité la Commission à *dresser le bilan de la situation sociale dans l'Union, en mettant particulièrement l'accent sur les questions d'accès et d'égalité des chances*. Ces initiatives reflètent une opinion de plus en plus répandue, selon laquelle la société ne peut sans doute pas garantir à ses citoyens une égalité de résultats, mais que l'égalité des chances est un objectif vide de sens s'il ne s'accompagne pas de vigoureux efforts pour veiller à ce que tous les citoyens aient accès aux ressources, conditions et capacités qui confèrent une réalité et un sens à l'égalité des chances théorique.

Le présent document consultatif du BEPA constitue la première étape mise en œuvre par la Commission pour répondre à la demande du Conseil de lancer un débat sur la réalité sociale en Europe. Il ne s'agit pas d'un exercice classique de consultation des acteurs ni d'une consultation de l'opinion concernant une politique précise ou une initiative réglementaire. Il ne s'agit pas non plus d'un débat sur les acquis sociaux, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions en vigueur dans le domaine de la politique sociale. Il ne s'agit pas d'un document officiel de la Commission reflétant les vues bien arrêtées du Collège; l'objet de ce document est plutôt de susciter la discussion et d'ouvrir un large débat sur un vaste champ de questions sociales.

Nous ne présumons pas que des conclusions en seront tirées quant aux politiques à mettre en place. Le seul présupposé de l'exercice est que, malgré la diversité européenne, les défis

auxquels nos sociétés sont confrontées se retrouvent dans suffisamment de pays pour justifier le lancement d'un débat européen sur ce thème, à partir d'une comparaison des expériences acquises par les États membres.

Le présent document examine en premier lieu les principaux moteurs des mutations sociales survenues dans les sociétés européennes au cours de la génération écoulée. Pour les États membres fondateurs, il s'agit de la période ouverte à la fin des «trente glorieuses»<sup>1</sup>, marquée par le ralentissement de la croissance et, dans plusieurs d'entre eux, la montée du chômage. Pour les dix nouveaux États membres qui ont adhéré en 2004, en particulier les huit anciens pays communistes (désignés dans le présent document sous les sigles UE8 et UE10), ainsi que pour la Bulgarie et la Roumanie qui ont adhéré en janvier 2007, c'est la période dramatique, parfois traumatisante, de la transition et de l'élargissement. Pour les quatre pays bénéficiaires du Fonds de cohésion (Irlande, Espagne, Portugal et Grèce), cette période est celle du passage d'une situation de retard relatif à une rapide modernisation. Pour le Royaume-Uni, c'est la période amorcée par la rupture brutale avec le consensus d'après-guerre, intervenue au début des années 80 et qui a mis fin au déclin économique britannique, moyennant toutefois un certain coût social durable. Pour les Européens du Nord, la crise économique de la fin des années 80 a débouché sur des résultats remarquables au plan de la croissance et a entraîné un regain d'intérêt pour le modèle social nordique.

La présente étude examine ce que ces expériences contrastées ont pour l'essentiel en commun et cherche à évaluer les mutations sociales à la lumière du critère de bien-être. Elle tente ensuite d'ouvrir le débat sur les facteurs clés à cet égard: les perspectives économiques, la transformation du travail, les enjeux sociaux du vieillissement, la démographie et les nouveaux modèles de vie familiale, la pauvreté et les inégalités, les obstacles à la santé et à la mobilité sociale, la qualité de vie, la délinquance et les comportements antisociaux, ainsi que la diversité et le multiculturalisme.

Cette tentative d'exploration de la réalité sociale de l'Europe vise à dégager un nouveau consensus sur les enjeux de société communs aux Européens. Le but est de renforcer le partenariat entre l'Union européenne et ses États membres afin de mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. La perspective est, toutefois, délibérément sociale, et non socio-économique. La compétence et la responsabilité de l'action conduite dans la plupart des domaines examinés ici relèvent des États membres et non pas de l'Union européenne. L'analyse non exhaustive des tendances sociales et l'inventaire des «problèmes» de société peuvent, bien entendu, susciter l'attente d'une action de grande ampleur dans ce domaine. Il est donc impossible d'ignorer des questions telles que celles du prix que les citoyens sont disposés à payer, des impératifs de compétitivité et de discipline budgétaire, ainsi que des contraintes qui pèsent sur les résultats possibles des politiques publiques.

Cependant, c'est dans un authentique esprit d'ouverture que la Commission veut, en publiant ce document du BEPA, recueillir des avis sur les implications des tendances sociales et sur l'identification et l'évaluation des facteurs contribuant au bien-être en Europe.

---

<sup>1</sup> Jean Fourastié, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris, 1979.

## 1. TENDANCES: LA MUTATION ACTUELLE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

Peut-on déceler des tendances communes dans la mutation en cours au sein des sociétés européennes? La mondialisation annonce-t-elle un changement de rythme ou d'orientation? Ces changements vont-ils améliorer ou rendront-ils plus difficile l'accès des citoyens aux possibilités de réaliser leur potentiel individuel et de quelle manière?

Les situations sont extrêmement diverses, souvent autant *au sein même* des États membres qu'*entre* ces différents États. Mais tous sont confrontés à des défis communs, tels que le changement démographique, une diversité ethnique et culturelle accrue et une individualisation des valeurs. Tous les États membres constituent des sociétés relativement ouvertes, façonnées par les forces du capitalisme moderne à l'œuvre au plan international et par les courants culturels mondiaux. Les sociétés relativement bien développées de l'UE15 doivent toutes faire face aux défis multiformes de la prospérité. Pour les nouveaux États membres postcommunistes, la transformation économique et sociale en cours est encore plus profonde en raison du choc de la transition. Dans toutes nos sociétés, y compris les sociétés postcommunistes, il existe un fossé culturel croissant entre les «cosmopolites», ceux qui ont su tirer parti des tendances économiques, sociales et culturelles actuelles, et les «laissés-pour-compte» des mutations économiques et de la restructuration industrielle, qui voient leur tissu social, leurs valeurs et leurs modes de vie traditionnels menacés.

La mondialisation est le cadre de référence définissant l'objectif actuel de l'Union européenne. Elle met en exergue des questions essentielles telles que la politique commerciale, l'essor de l'Asie et le changement climatique mais aussi la manière dont l'Europe peut associer ouverture et sécurité dans un monde marqué par la migration de masse ainsi que par la criminalité et le terrorisme transfrontaliers. Autant de domaines dans lesquels l'Union européenne doit jouer un rôle clé si elle souhaite que l'Europe apporte une réponse efficace.

L'Union européenne a eu maintes fois l'occasion de relever ce type de défis au cours de son histoire. Du Marché commun à la monnaie unique en passant par le marché intérieur, l'Union européenne a en effet appuyé les forces motrices du changement et des restructurations économiques. Mais l'Union européenne a également modifié profondément la «qualité de vie» européenne dans un large éventail de domaines. Son engagement social en faveur des droits des travailleurs, du dialogue social, de l'égalité entre les hommes et les femmes et son action contre toutes les formes de discrimination, couplé au rôle prépondérant qu'elle a joué en matière d'environnement et de protection des consommateurs sont à la fois la cause et la conséquence de la transformation sociale en Europe. En réalisant son élargissement, l'Union européenne a consolidé la démocratie sur tout son territoire, ce qui, pour notre génération, représente une avancée aussi importante que la réconciliation franco-allemande pour nos parents. Elle a fortement accru le champ des libertés individuelles dans les domaines des modes de vie, du travail et de la mobilité. À titre d'exemple, on estime aujourd'hui que les citoyens français vivant au Royaume-Uni – entre 300 000 et 400 000 – sont plus nombreux que les ressortissants britanniques vivant en France – 300 000 sans tenir compte des propriétaires de résidence secondaire. Londres, en tant que première place financière de l'Union européenne, attire de nombreux travailleurs et est devenue une ville tout aussi européenne que cosmopolite. Une étude de l'Eurobaromètre de 2005 sur la mobilité au sein de

L'Union européenne révèle que près de 15 % des citoyens européens, en particulier les Européens du Nord, envisagent de passer leur retraite dans un autre État membre<sup>2</sup>.

Mais il serait inexact d'affirmer que les sociétés européennes actuelles ont été essentiellement modelées par la mondialisation. La réalité sociale de l'Europe est plus complexe. Il est vrai que, pour nos sociétés, le changement a été rapide au cours de la génération passée, mais c'est un mythe de croire qu'il existe un «modèle social européen» immuable qui serait maintenant soumis au «choc de la mondialisation». Cette dernière peut certes renforcer certaines évolutions de fond: la disparition des emplois industriels traditionnels (conjuguée à l'impact des nouvelles technologies et à l'émergence d'exigences nouvelles des consommateurs à mesure que nos sociétés s'enrichissent)<sup>3</sup>; la nécessité d'une société ayant un haut niveau d'éducation et capable de développer au mieux les talents de tous les citoyens; l'apparition d'inégalités géographiques et salariales que les fortunes divergentes des «gagnants» et des «perdants» rendent plus criantes; la nécessité impérieuse de concevoir une économie plus compatible avec le développement durable pour assurer les besoins énergétiques à long terme de l'Europe et faire face aux menaces imminentes posées par le changement climatique; et la menace que font peser sur les bienfaits de l'ouverture les problèmes causés par une mauvaise gestion des flux migratoires et un défaut d'intégration. L'érosion des cadres traditionnels de la vie sociale et la diversification accrue de nos sociétés s'accompagnent d'une recrudescence des sentiments d'insécurité, d'une augmentation de la peur de la délinquance et de l'émergence des questions d'identité et de citoyenneté.

Pour l'essentiel, le changement social répond toutefois à une dynamique interne. La trajectoire rapide de l'Europe vers une **économie postindustrielle de la connaissance et des services** transforme la nature du travail et des divisions entre classes sociales ainsi que les conditions d'accès aux opportunités économiques, l'ampleur de la mobilité sociale et l'incidence de la pauvreté et des inégalités. La **création d'une société d'abondance et le processus de modernisation économique** ont profondément modelé les valeurs, comme on peut le voir dans la tendance à l'individualisation, les nouveaux modèles de vie familiale, l'évolution du statut des femmes dans la société, l'émergence de préoccupations postmatérialistes et les nouveaux défis posés par l'engagement démocratique. Mais cette individualisation va souvent de pair avec le désir accru d'une plus grande cohésion sociale et d'une société plus responsable et s'accompagne d'un intérêt majeur porté aux problèmes de qualité de vie tels que la pureté de l'air, la qualité de l'eau et la sécurité en matière d'environnement, jugés tout aussi essentiels, sinon plus, que l'abondance matérielle par les populations. Les **changements démographiques** radicaux se traduisent par la baisse du taux de fécondité et par l'augmentation de l'espérance de vie, amenant à s'interroger sur la viabilité sociale et économique, sur des exigences nouvelles et diverses en matière de logement, sur un équilibre entre la vie professionnelle et privée dans les ménages dont les deux conjoints travaillent, sur l'égalité des sexes dans le partage des tâches ménagères et l'équité entre les générations. **L'avènement du citoyen-consommateur** modifie notre attitude devant des questions telles que le choix du logement et des services publics, la responsabilité individuelle face à la santé, la gestion des déchets et le recyclage, la sécurité et la qualité des aliments, alors qu'émergent d'autres préoccupations comme la consommation responsable et la participation de la collectivité. S'il ne semble pas que les citoyens se préoccupent moins des

---

2 Barbara Gerstenberger, «The Growth Potential of the Silver Economy», Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2005.

3 Belessiotis Tassos, Mattias Levin, Reinhilde Veugelers, «Compétitivité et localisation des industries de l'UE», BEPA, septembre 2005. Cette étude a conclu que la délocalisation n'exerce qu'une influence limitée, en particulier lorsqu'on la compare à d'autres chocs touchant l'économie européenne, comme les changements technologiques.

questions d'intérêt public, leur participation aux formes traditionnelles de la politique et la confiance qui leur accordent ainsi que leur engagement sont d'une manière générale en baisse. A son tour, le **développement de l'État providence**, étant lui-même une réponse sociale et politique à l'ère industrielle, a remodelé les perspectives de vie de dizaines de millions de personnes dans nos sociétés, mais il a aussi indiscutablement modifié les incitations et créé de nouvelles dépendances dont les individus peuvent avoir du mal à se dégager. Il a été démontré que l'État providence se caractérise par des dynamiques complexes qui lui sont propres, dont nos sociétés ne s'imprègnent que lentement et qu'il est difficile de modifier.

Les Européens ne peuvent dès lors rendre la mondialisation responsable des difficultés que connaissent aujourd'hui nos sociétés. D'aucuns craignent toutefois qu'elle ne restreigne la capacité des États membres à répondre individuellement à ces défis, par exemple en raison de la concurrence fiscale et d'autres facteurs pouvant entraîner un «nivellement par le bas». Certaines questions relèvent clairement du rôle que peut avoir à jouer l'Union européenne face à ces enjeux sociaux et de la place de l'intervention législative et juridique et du dialogue social au niveau européen. Ces questions feront inévitablement partie du débat qui suivra.

### 1.1. La transition vers une économie postindustrielle de la connaissance et des services

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, malgré le poids de l'industrie manufacturière dans la production et l'emploi, la majeure partie de la société européenne était encore préindustrielle<sup>4</sup>. En 2006, les États membres les plus avancés deviennent rapidement postindustriels (comme l'indique le graphique 1) et le secteur secondaire représente moins d'un cinquième de l'emploi dans l'ensemble de l'UE25. Le secteur tertiaire représente plus de deux tiers de tous les emplois. Entre 2000 et 2004, plus de huit millions de nouveaux emplois ont été créés dans les services dans l'UE25, alors que l'emploi a diminué dans l'industrie (1,7 million d'emplois supprimés) et dans l'agriculture (1,1 million d'emplois en moins). La tendance est aussi nette dans les nouveaux États membres que dans les anciens: récemment, la plus forte croissance de l'emploi en Pologne a été réalisée dans les secteurs de l'immobilier et des services aux entreprises.

Au sein de la population active de l'UE15, en 2005, un peu plus de 40 % étaient employés dans le secteur de la «connaissance» selon la définition d'Eurostat (production de haute à moyenne technologie plus services basés sur la connaissance), la Suède arrivant en tête (54 %) et le Portugal en queue de peloton (26 %). Par rapport à la moyenne de l'UE15, l'Espagne se situait à 32 %, l'Italie à 37 %, la France à 43 %, l'Allemagne à 44 % et le Royaume-Uni à 50 %.

La tendance vers une économie de la connaissance et de services s'est renforcée au cours des dix dernières années, comme l'indique le tableau 1. Dans l'UE15, la croissance de l'emploi ces dix dernières années dans le secteur de la connaissance (23,9 %) a largement dépassé celle du reste de l'économie (5,7 %)<sup>5</sup>.

Ces changements économiques structurels génèrent de nouvelles divisions de l'emploi<sup>6</sup>:

- la moitié au moins des emplois existants exigent un haut niveau de compétences intellectuelles et/ou personnelles. Vingt-cinq pour cent de l'ensemble des emplois

---

4 Tony Judt, *Post War: A History of Europe Since 1945*, Penguin Books, 2006. En France, un tiers des actifs travaillait encore dans le secteur primaire. En Europe du Sud, les chiffres étaient encore bien plus élevés.

5 *The Knowledge Economy in Europe*, The Work Foundation, Londres, octobre 2006.

6 Anthony Giddens, *Europe in the Global Age*, Polity Press, octobre 2006.

exigent des qualifications élevées en informatique, et cette proportion est en rapide augmentation. Pourtant, un tiers de la population active actuelle est très peu qualifié et un jeune sur six quitte encore le système scolaire sans qualification;

- l'augmentation des nouveaux types d'emploi qualifié s'accompagne d'une forte progression des emplois dans les services – cafés, hôtels, magasins, supermarchés et stations-service –, ainsi que des emplois d'utilité publique comme les brancardiers et les agents de la santé. Les femmes sont fortement représentées dans ce secteur de services non qualifiés ainsi que dans les emplois de bureau routiniers et dans plus d'un quart des emplois à temps partiel. Bien que la satisfaction au travail soit généralement élevée parmi les femmes employées à temps partiel (nombre d'entre elles appréciant particulièrement le contact social qu'apporte le travail et la possibilité d'un meilleur équilibre entre activité professionnelle et vie privée), des problèmes existent en ce qui concerne l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, les possibilités limitées en matière de formation et de progression de carrière, une ancienneté plus faible et un moindre accès aux prestations sociales, ce qui entraîne une segmentation du marché du travail selon le sexe, au mépris de l'égalité des chances;
- la situation des travailleurs non qualifiés, particulièrement celle des hommes, s'aggrave de manière générale, surtout dans les secteurs en déclin de l'industrie manufacturière. Il existe des emplois pour les personnes non qualifiées, mais ils ne se trouvent pas toujours là où il faudrait, ils n'offrent pas forcément les mêmes garanties et ils ne constituent pas toujours des tâches dans lesquelles les hommes se sentent à l'aise ou qu'ils sont à même d'accomplir, parce que ces emplois nécessitent des compétences sociales relationnelles normalement étrangères au milieu social dans lequel ils vivent. Leur taux de chômage est plus élevé que celui des personnes mieux formées. Certains marchés locaux du travail très étroits pourraient faire figure d'exception, la demande de main-d'œuvre non qualifiée y reste élevée et l'incidence de l'immigration pour palier cette pénurie fait aujourd'hui débat. Mais même dans ce cas, le risque est élevé de voir les travailleurs peu qualifiés être entraînés dans une spirale d'emplois de faible qualité, offrant peu de possibilités de formation à de nouvelles compétences, suivis par des périodes de chômage<sup>7</sup>.

Ces changements sont le reflet des avancées technologiques et de l'évolution de la demande des consommateurs due à l'enrichissement de nos sociétés. Mais selon certains, ces mutations structurelles reflètent également une évolution de la nature du capitalisme moderne qui est bien moins anodine ou neutre sur le plan social. La transformation du monde des affaires et les responsabilités que celui-ci impose à la main-d'œuvre suscitent de sérieuses préoccupations<sup>8</sup>. À l'apogée de la production de masse, les formes corporatistes de capitalisme, principalement le modèle rhénan, étaient sans doute le système le plus efficace. En gros, les travailleurs garantissaient la paix sociale pendant que le capital offrait des

---

7 M. Eliason et D. Storrie, «Lasting or latent scars? Swedish evidence on the long term effects of job displacement», *Journal of Labour Economics*, octobre 2006. Après analyse de la situation des travailleurs touchés par les fermetures d'usine en Suède, les auteurs ont conclu que les travailleurs licenciés avaient souffert d'une perte significative de revenus et d'une dégradation de leur situation à long terme sur le marché du travail par rapport aux autres salariés, il ressortait également que ces travailleurs étaient davantage exposés aux pertes récurrentes d'emploi, les travailleurs âgés étant ceux qui s'en sortaient le moins bien. Cité dans «Restructuring and Employment in the EU: Concepts, Measurement and Evidence», Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2006.

8 Voir, par exemple, John Monks, secrétaire général de la CES, lors du mémorial Aneurin Bevan: «Le défi du nouveau capitalisme», novembre 2006.

emplois à vie. Les entreprises dont l'avantage concurrentiel dépendait d'une amélioration progressive de la qualité des produits pouvaient ainsi investir dans leur capital humain en proposant des formations professionnelles spécifiques à leur personnel. La distinction opérée entre la gestion et le contrôle permettait aux entreprises d'adopter une vision à long terme et de ne pas se concentrer sur les bénéfices à court terme.

Dans le monde moderne, les capitaux sont toutefois redevenus mouvants, comme c'était le cas avant 1914, lors de la vague de mondialisation. À la mobilité des capitaux se sont ajoutées les possibilités toujours plus grandes offertes par la communication mondiale, le transfert de technologies et en particulier la technologie de l'information, qui ont permis aux chefs d'entreprise d'envisager l'organisation des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial ainsi que l'externalisation de certaines tâches. Il ne s'agit pas uniquement de délocaliser des activités routinières et peu qualifiées: grâce aux progrès de la mondialisation et de la technologie de l'information, les tâches peuvent être décomposées et externalisées, même celles qui requièrent des compétences élevées, qui peuvent alors être assurées à faible coût et de manière efficace dans d'autres régions du monde<sup>9</sup>. Malgré ces avancées, les entreprises peuvent encore avoir de bonnes raisons de rester implantées là où des capacités ont été développées au fil du temps et où la production est proche des marchés «domestiques».

Parallèlement à la mobilité accrue des capitaux et à la mondialisation des chaînes d'approvisionnement, le marché du contrôle des entreprises s'ouvre à la concurrence dans une grande partie de l'Europe, obligeant les chefs d'entreprise à se concentrer davantage sur la réalisation des objectifs liés à la rentabilité. Les fonds spéculatifs tentent de se porter sur des secteurs dont la rentabilité actuelle ne reflète pas la valeur sous-jacente des avoirs de l'entreprise et dans lesquels de nouvelles équipes de gestion plus rigoureuses et motivées financièrement peuvent donner rapidement des résultats. Dans le même temps, dans de nombreux secteurs, l'avantage concurrentiel ne consiste plus à améliorer graduellement les produits ou les services mais à assurer le succès commercial de l'innovation à la frontière de la technologie et du savoir. Les échéances des investissements en capital se sont réduites. Face à cette situation peu réjouissante, le capitalisme mû par ces nouveaux impératifs privilégie de plus en plus le profit au détriment de la sécurité de l'emploi et d'un engagement à long terme vis-à-vis des salariés. Ce changement ne répondrait pas à une nécessité mais au fait que les résultats financiers et l'enrichissement personnel ont supplanté l'engagement mutuel et le partenariat social au service de l'entreprise.

Certains aspects des changements récents représentent toutefois une chance et non une menace. Ainsi, la diversification de la chaîne d'approvisionnement a créé de nouveaux emplois dans l'UE8 et a renforcé la capacité qu'ont les entreprises européennes à être présentes sur les marchés mondiaux, où nombre d'entre elles enregistrent des résultats remarquables. En ce qui concerne les concentrations et les rachats, pas plus la rentabilité que la justice sociale ne peut justifier les privilèges dont jouissent des dirigeants indolents, parfois à la tête d'entreprises familiales dans lesquelles la jeune génération a perdu tout intérêt pour la gestion active de la société. Il est tout à fait logique d'affirmer que de nombreux salariés bénéficient de la réussite commerciale obtenue par l'industrie du savoir et des services, car la compétitivité repose sur moins de hiérarchie, un plus grand travail en équipe et des compétences plus élevées et plus souples que dans les anciennes industries manufacturières. Le comportement individuel vis-à-vis de la sécurité et de la prise de risques est primordial et

---

<sup>9</sup> L'une des réflexions les plus intéressantes menées récemment sur ces questions figure dans un document de Richard Baldwin rédigé à l'occasion de la présidence finlandaise: «Globalisation: the great unbundling(s)», septembre 2006, et disponible sur leur site Internet.

dépend, à son tour, de la confiance de chacun dans ses propres compétences et son aptitude à l'emploi.

Les mutations économiques structurelles modifient la répartition des inégalités régionales au sein de l'Union européenne. Les agglomérations parviennent à forger leur avenir et deviennent des centres de l'économie de la connaissance. Leur base économique est souvent composée de services financiers et commerciaux, d'instituts d'enseignement supérieur et d'activités culturelles et sportives. Certaines ont développé des pôles de haute technologie performants. Le sociologue américain Richard Florida pense que le facteur de différenciation dans le succès de l'agglomération moderne est sa capacité d'attraction de la classe dite «créative», dont l'activité consiste à modeler le savoir d'une manière ou d'une autre par opposition à l'exécution d'une tâche routinière ou définie. Toutefois, il en va différemment pour les petites villes industrielles jadis prospères, même lorsqu'elles sont situées à proximité relative de ces agglomérations. Dans des régions comme la Lorraine en France, la Ruhr en Allemagne ou le Lancashire et le sud du Yorkshire au Royaume-Uni, les villes ont perdu ce qui constituait leur activité économique essentielle et se heurtent à des difficultés d'adaptation pour en trouver une nouvelle. Bien que l'écart de revenus entre les *pays* les plus riches et les plus pauvres de l'UE15 se soit fortement *réduit* (et a été spectaculairement éliminé dans le cas de l'Irlande), l'écart entre les *régions* les plus riches et les plus pauvres s'est *accentué*, même au sein de l'UE15. Bien que cette aggravation des inégalités régionales puisse, en principe, aller de pair avec une diminution des inégalités individuelles, du fait du déplacement des populations des régions pauvres vers les régions riches, l'Union européenne accorde depuis longtemps, au travers des fonds structurels, une importance considérable à la réduction des disparités régionales pour accroître la cohésion sociale.

L'élargissement ajoute une dimension tout à fait nouvelle aux disparités régionales. Les niveaux de vie sont beaucoup plus faibles. Deux tiers des habitants de l'UE10 vivent dans des régions où le PIB par habitant est inférieur ou égal à 50 % de la moyenne de l'UE15. Dans l'ensemble de la Bulgarie et de la Roumanie, la moyenne est de moins d'un tiers. En 2003, le revenu moyen net des ménages dans ces deux pays restait inférieur à 300 euros par mois en parité de pouvoir d'achat. Pour le premier quartile, il était d'environ 100 euros, reflétant ainsi de grandes inégalités de revenus au sein de nouveaux pays membres<sup>10</sup>.

Toutefois, les structures économiques dans l'UE8 ne sont pas aussi différentes que le seul écart des revenus pourrait le laisser penser. Nombre de nouveaux États membres ont connu une industrialisation rapide et brutale pendant l'après-guerre et la transition marquée par la sortie de l'industrie lourde fut douloureuse durant les quinze dernières années. Les niveaux de formation et les compétences sont en général élevés, plus qu'en Europe méridionale, ce qui, conjugué à des salaires plus faibles, a exercé un pouvoir d'attraction sur l'investissement manufacturier étranger. Les emplois dans le secteur des services sont un peu moins nombreux que dans l'UE15, mais ils sont toutefois en forte croissance dans certains secteurs comme l'hôtellerie et la restauration. Les agriculteurs restent cependant très nombreux, en particulier dans les pays plus peuplés comme la Pologne et la Roumanie, et subsistent difficilement de l'agriculture vivrière: pour certains, cela a été la seule façon de résister au traumatisme économique de la transition.

---

10

Premier sondage européen sur la qualité de vie en Bulgarie et en Roumanie, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2006.

## 1.2. L'impact de l'État providence

On sait comment l'État providence a offert aux citoyens une garantie contre les risques de l'ère industrielle. Mais en répondant aux besoins physiques et matériels, il a aussi profondément façonné, plus largement, les perspectives de vie dans nos sociétés. Comme la Commission européenne l'affirme depuis un certain temps, la politique sociale peut être un facteur de production positif. L'assurance contre les risques sociaux facilite le changement économique. Le fait qu'aux États-Unis une perte d'emploi entraîne, trop souvent, la perte de l'assurance-maladie pour toute la famille est considéré comme l'une des principales raisons justifiant les pressions protectionnistes.

Le développement de l'enseignement supérieur offre des avantages bien démontrés en termes d'augmentation du pouvoir d'achat, mais il a également profondément influencé les attitudes de la classe moyenne: les femmes ont beaucoup plus de chances de poursuivre une carrière professionnelle lorsqu'elles sont diplômées. Mais il ouvre également des horizons intellectuels et culturels, contribuant ainsi au «changement des valeurs» que connaissent nos sociétés.

L'élimination de la grande pauvreté et la possibilité d'accéder à tout l'éventail des soins de santé ont contribué à l'allongement de l'espérance de vie. Les retraites et l'assurance sociale ont fortement réduit ces fléaux qu'étaient jadis l'indigence et les conditions de vie indignes pour les personnes âgées même si une personne sur six, principalement des femmes, vit toujours sous le seuil de pauvreté. Les personnes «âgées» détiennent une plus large part du patrimoine et des revenus que par le passé. Dans l'UE15, le «vieillissement démographique» est aujourd'hui pour beaucoup synonyme d'une retraite longue et confortable.

La question majeure est dès lors de trouver un équilibre juste et durable entre les générations. Lorsque les régimes d'assurance sociale ont vu le jour, la viabilité d'un système de retraite par répartition ne suscitait que très peu d'objections. Une population active jeune en augmentation, le plein emploi et une espérance de vie limitée pour les retraités semblaient garantir la viabilité à long terme. Le débat politique avait tendance à porter sur le degré de redistribution entre les riches et les pauvres découlant des cotisations et des prestations exigibles. Au moment où la situation démographique se modifiait, les partisans du libéralisme économique ont commencé à prôner les vertus d'un passage à des régimes «par capitalisation» et à des comptes individualisés. Les États membres ayant introduit ces nouvelles mesures ont cependant été confrontés à des problèmes de vente inadaptée des retraites, de fluctuation du marché boursier et de partage des risques. La plupart des États membres ont plutôt choisi un processus de réformes graduelles des systèmes par répartition, qui prévoit la hausse de l'âge de la retraite, la limitation des prestations et l'augmentation des cotisations. Mais pour s'assurer le soutien politique, ces réformes ont largement épargné les personnes ayant déjà pris leur retraite ou étant sur le point de le prendre. L'impartialité et l'équité ont été sacrifiées sur l'autel d'un opportunisme politique bien compréhensible; toutefois, des réformes profondes restent nécessaires dans certains États membres pour assurer la viabilité à long terme.

L'offre presque universelle d'allocations sociales (à de notables exceptions près, comme l'absence de prestations sociales pour les jeunes célibataires au chômage en Italie) a facilité l'indépendance personnelle, tout en favorisant peut-être aussi la dépendance vis-à-vis de telles allocations. Par exemple, la prestation d'allocations pour enfants a rendu les ruptures moins coûteuses économiquement, en particulier pour les femmes. Les difficultés découlant de la monoparentalité ont été traitées et les besoins fondamentaux des enfants, lesquels ne choisissent pas leurs parents, sont mieux couverts.

Cependant, la famille, quelle que soit la définition qu'on en donne, apparaît moins «solide». Si nos États providence généreux parviennent à faire reculer la pauvreté, ils peinent en revanche à ouvrir de nouvelles perspectives, comme l'indique le nombre de chômeurs de longue durée, de personnes en longue maladie et handicapées et de travailleurs en situation de quasi-préretraite en Europe. D'aucuns prétendraient que le système de protection sociale enferme les gens dans une dépendance à laquelle il leur est difficile, voire impossible d'échapper.

Les incitations au travail en ont inévitablement été affectées. L'expérience nordique laisse entendre que l'État providence peut se montrer généreux vis-à-vis des chômeurs tant que la conditionnalité réelle des prestations est appliquée, ce qui dépend à la fois de la capacité de l'administration publique à mener des politiques actives sur le marché du travail et de l'obligation sociale, culturellement admise par le citoyen, de trouver un emploi.

Mais dans de nombreux pays de l'Union européenne<sup>11</sup>, si nos États providence généreux parviennent à faire reculer la pauvreté, ils peinent en revanche à ouvrir de nouvelles perspectives. Le filet de sécurité de la protection sociale, qui amortit les chutes accidentelles, n'a pas été transformé en tremplin permettant de rebondir à la suite d'échecs personnels dus aux aléas de la vie. Trop souvent, par le passé, la solution appliquée pour faire face aux conséquences sociales d'une restructuration industrielle a été la préretraite et non la réinsertion des travailleurs âgés sur le marché du travail de manière à répondre efficacement à la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi et au défi démographique. Certains États membres ont su donner la priorité à des politiques actives du marché du travail fondées sur une solide conception des droits et des responsabilités: c'est la grande force du «modèle danois», mais il exige un budget substantiel et une forte intervention des pouvoirs publics. En l'absence de devoirs faisant clairement pendant aux droits acquis, la protection sociale peut favoriser la perception d'un recours abusif au système, ce qui à son tour sape l'idée d'«équité» sous-jacente à la solidarité défendue par les modèles sociaux européens. L'idée d'équité est également remise en cause par la diversité croissante de nos sociétés et les perceptions (souvent fausses ou partiales) de ce qu'on présume être la volonté de travailler de certaines catégories de personnes et leur usage réputé abusif des prestations sociales.

### 1.3. L'impact de la société d'abondance

À l'aune des critères valables au temps de leurs parents et de leurs grands-parents, la plupart des citoyens de l'Union européenne d'âge mûr passeraient pour des gens aisés. Cela vaut même pour certains nouveaux États membres, une fois que leur économie a surmonté l'effondrement brutal, mais temporaire, du niveau de vie résultant de la transition. Selon les critères de réussite en vigueur dans les sociétés riches de l'après-guerre – accéder à la propriété, posséder une voiture, être équipé du chauffage central, avoir un téléviseur, un réfrigérateur et un congélateur, un lave-linge et un lave-vaisselle, passer des vacances à l'étranger - la majorité de l'Europe peut se targuer d'avoir atteint un tel succès.

La société d'abondance a élargi les horizons et l'éventail des styles de vie. L'essor de la télévision, puis des technologies vidéo et, durant ces quinze dernières années, de la téléphonie mobile et d'Internet, joint à la capacité sans cesse croissante de voyager librement, ont rompu l'isolement culturel de collectivités rurales et industrielles qui vivaient jadis en vase clos,

---

<sup>11</sup> André Sapir, «Globalisation and the Reform of European Social Models». Document de travail présenté lors de la réunion informelle ECOFIN à Manchester en septembre 2005.

mettant ainsi à la portée de tout un chacun de vastes domaines d'informations et d'expériences et exposant les individus à des influences venues du monde entier.

Une fois satisfaits les besoins de consommation fondamentaux des gens aisés, la hausse des revenus a alimenté de nouvelles exigences dans une société de plus en plus post-matérialiste: du côté des consommateurs, il s'agit de nouveaux passe-temps, de produits alimentaires biologiques, de salles de culture physique et d'entraîneurs personnels (un secteur à très forte croissance d'emploi) et de spécialistes du conseil à la personne; sur le plan des affaires, il s'agit de toutes sortes d'activités de conseil; enfin, en politique, des questions d'environnement. Cette évolution correspond précisément aux prévisions du sociologue américain Maslow et à sa théorie selon laquelle les êtres humains disposent d'une «pyramide des besoins» sur laquelle ils progressent une fois que les nécessités matérielles de base ont été satisfaites<sup>12</sup>. Ces développements ont stimulé la demande au niveau de l'économie de la connaissance. Par contraste, les privations matérielles des pauvres, même dans les États membres les plus riches, sont bien réelles. En 1999 par exemple, parmi les familles monoparentales du Royaume-Uni (leur sort s'est cependant amélioré depuis), une sur douze ne pouvait pas s'offrir un repas principal tous les jours ou acheter un imperméable pour chacun des enfants, une sur quatre, des jouets et des accessoires de sports adaptés et trois familles sur quatre, une semaine de vacances<sup>13</sup>.

#### 1.4. Le citoyen-consommateur

À l'ère de la société d'abondance, les individus se définissent plus par leurs choix de consommation que par leur rôle en tant que producteurs. Ils peuvent être plus exigeants et, par exemple, rechercher une nourriture plus saine ou des produits respectueux de l'environnement, mais, en même temps, être soucieux de manifester par leurs habitudes de consommation leur position et leur statut. La consommation revêt désormais une telle importance que les gens sont prêts à s'endetter lourdement pour y avoir accès. Dans 12 pays de l'UE15, l'endettement est passé de 14 322 euros en moyenne par personne en 2002 à 16 337 euros en 2004. En pourcentage du revenu disponible par ménage, il se situe à plus de 90 %. Tout semble indiquer que la plupart d'entre nous trouvent en fin de compte insatisfaisante cette «recherche hédoniste incessante» et, pour ceux qui s'essouffent dans cette course à la consommation, cela semble être une source de stress qui aggrave les problèmes d'estime de soi et les sentiments d'échec personnel. Donc, parallèlement à l'explosion du «manger sain», des régimes, des salles de gym et du jogging, on estime que les facteurs psychosociaux contribuent de façon importante à l'abus d'alcool, à l'obésité et aux maladies mentales.

Dans un couple, la naissance d'un enfant résulte en général d'un choix délibéré. L'Europe est entrée dans l'ère de l'«enfant précieux», ce qui entraîne des problèmes concernant notamment la sécurité des enfants et les violences sexuelles. La richesse se traduit par l'apparition d'une large gamme de jouets pour enfants, de jeux et d'activités éducatives. Cette abondance fait des privations relatives liées à la pauvreté touchant les enfants un réel problème social, même lorsque les besoins matériels de base en matière d'alimentation, de logement, de vêtements et de chaussures ont été satisfaits. Parallèlement, de nouveaux problèmes comme l'obésité infantile et l'hyperactivité avec déficit d'attention ont émergé.

---

12 Abraham Maslow, «A theory of Human Motivation», 1943.

13 Données citées par John Hills, «Inequality and the State», London School of Economics, Ralph Miliband Lecture on Inequalities, octobre 2004.

En modelant notre environnement, nos choix et les informations dont nous disposons, l'impact des médias, du marketing et de la publicité est une caractéristique déterminante du changement social. Dans notre monde aux connexions de plus en plus nombreuses, le caractère intrusif et envahissant des médias ne fait qu'augmenter. La liberté des individus, des parents et des jeunes d'opérer des choix éclairés sur ce qu'ils voient, font ou achètent est aujourd'hui s'opère dans un monde où la publicité est permanente et de plus en plus envahissante. Les parents veulent contrôler ce que voient leurs enfants; les individus veulent évaluer la qualité, la source et le choix des informations qui leur sont offertes; le marketing régit de manière invisible la vie du consommateur. Des questions de responsabilité se posent.

### 1.5. L'égalité entre les hommes et les femmes et l'évolution démographique

Une des principales transformations opérées par la richesse concerne la situation des femmes. Bien que l'égalité entre les hommes et les femmes soit encore loin d'être une réalité – en ce qui concerne l'égalité des chances face à l'emploi et la répartition équitable des tâches liées à l'éducation des enfants – des progrès considérables ont été accomplis. Dans les années cinquante, de nouvelles technologies ont commencé à libérer les femmes des corvées traditionnelles du ménage. De nos jours, le nombre d'heures consacrées à la préparation des repas et à l'entretien du foyer a chuté radicalement et le nombre d'hommes qui assument au moins certaines tâches ménagères va croissant, mais s'occuper d'un ménage, d'enfants et de parents âgés tout en assumant un emploi représente encore un lourd fardeau pour nombre de femmes. La majorité des femmes en âge de travailler (55,7 %) exercent de nos jours une activité rémunérée, ce qui est vrai dans tous les États membres à l'exception de l'Italie, la Pologne, l'Espagne et Malte. Au Danemark et en Suède, le taux d'emploi des femmes dépasse même 70 %. Dans toute l'Union européenne, l'écart d'emploi entre les hommes et les femmes tend à se resserrer et se situe maintenant aux alentours de 15 %. Plus de 25 % des femmes actives travaillent à temps partiel, mais la disparité est nettement plus grande que pour le taux d'emploi (53 % au maximum aux Pays-Bas, 10 % au minimum au Portugal et 11 % en Finlande)<sup>14</sup>.

Le ménage dans lequel les deux conjoints travaillent est devenu la norme. La position relative de la famille en termes de revenus et de statut ne dépend plus de la rémunération de l'homme «soutien de famille», mais des revenus des deux partenaires et de la stabilité à long terme de leur relation.

Le déclin de la fécondité est un phénomène quasiment universel dans l'ensemble de l'Union européenne, et ce malgré les différences qui sont souvent censées exister entre les sociétés du Nord et celles du Sud de l'Europe: le Nord, jadis largement protestant et désormais fortement laïc et individualiste; le Sud catholique, religieux et familial. Cependant, c'est précisément dans ce deuxième ensemble de pays que les femmes se sont rebellées le plus vigoureusement contre la natalité et contre leur rôle traditionnel de mère et où le dilemme entre vie professionnelle et vie familiale engendre les conflits les plus rudes.

Les taux de fécondité ont chuté de 45 % depuis les années soixante. En 1960, le taux de fécondité dans l'UE15 était de 2,69. En 1980, il était tombé à 1,82. En 2000, il n'était plus que de 1,53. En Irlande, par exemple, le taux de fécondité est passé de 3,2 en 1980 à 1,9 en 2000. Cette même année, il n'était que de 1,3 en Grèce, en Italie et en Espagne. Les nouveaux États

---

14

Alan Manning et Barbara Petrongolo, «The Part Time Pay Penalty», UK Women's Equality Unit, Centre for Economic Performance, London School of Economics.

membres ont aussi enregistré des baisses remarquables, équivalentes à celles de l'Europe du Sud, et ce quel que soit leur degré de laïcité. Il apparaît ici que la confiance en l'avenir a été ébranlée par les chocs économiques et sociaux de la transition. En 2003, le taux de fécondité de l'UE25 était en moyenne de 1,48, soit bien en dessous du taux de 2,1 jugé nécessaire pour maintenir le niveau démographique actuel (indépendamment de l'immigration).

Ces vingt dernières années, l'âge moyen des femmes contractant une première union a augmenté de cinq ans pour atteindre 28 ans. L'accès à des méthodes contraceptives efficaces a permis aux parents de faire des choix responsables sur l'opportunité et le moment d'avoir un enfant. Certains éléments font toutefois penser qu'en raison de pressions économiques, les femmes n'ont peut-être pas autant d'enfants qu'elles le souhaiteraient idéalement<sup>15</sup>.

Nos sociétés comptent moins d'enfants et de jeunes et beaucoup plus de retraités. En 1950, 40 % de la population de l'UE25 avaient moins de 25 ans. En 2000, ce chiffre était tombé à 30 % et d'ici 2025, on pense qu'il sera inférieur à 25 %. En revanche, en 1950, moins d'une personne sur dix avait plus de 65 ans. En 2000, ce rapport était d'environ une sur six. En 2025, il sera certainement d'au moins une sur quatre. Ces chiffres ont une valeur qui n'est pas seulement arithmétique. Ils auront un impact profond sur les tendances de la consommation, sur les besoins en logements et en soins, sur les attitudes sociales et les priorités politiques. Dans toutes nos démocraties, les personnes âgées sont les plus susceptibles d'exercer leur droit de vote.

#### 1.6. La tendance à l'individualisation

La plupart des sociologues s'accorderaient sans doute sur le fait que la société d'abondance a entraîné une individualisation croissante des sociétés européennes. Dans les années cinquante et soixante, l'émergence d'une culture de masse destinée aux jeunes a donné le ton pour la première fois. Elle a modifié les attitudes envers l'autorité, la famille et les aspirations de l'homme de la rue. La vie n'était plus un fait qu'on acceptait tel quel et qui se déroulait dans le cadre de la collectivité où le hasard vous avait fait naître: ouvrier ou paysan, dans un village ou en ville, au sein de telle ou telle église ou secte religieuse. Des attentes en matière d'autoréalisation ont de ce fait été suscitées. Davantage de gens considèrent maintenant leur vie comme une biographie qu'ils écrivent eux-mêmes. Cela ne veut pas dire qu'ils ne se préoccupent plus des questions de «cohésion sociale», au contraire, les études suggèrent que nombreux sont ceux qui s'y intéressent, mais beaucoup d'entre eux n'aspirent nullement à se plier de nouveau aux impératifs de famille, de classe sociale ou de religion.

L'Europe, et notamment l'Europe du Nord (mais pas uniquement), est beaucoup moins religieuse que les États-Unis. Seuls 30 % des Européens sont des pratiquants réguliers; 40 % ne fréquentent l'église qu'à des occasions spéciales; et pourtant, 75 % trouvent tout de même qu'un service religieux doit accompagner la naissance, le mariage et la mort. Plus des trois quarts des Polonais, environ deux tiers des Irlandais et plus de la moitié des Italiens et des Portugais vont à l'église au moins une fois par mois; moins d'un quart des Britanniques, des Finlandais et des Lettons font de même et parmi les Tchèques, les Danois, les Estoniens, les Français et les Suédois moins d'une personne sur 8 est dans ce cas. L'Europe n'est toutefois pas aussi laïque que beaucoup le pensent. Un nombre significatif d'Européens athées se considèrent membres d'une église, en particulier dans les pays où il existe des Églises d'État -

---

15 Une étude menée par l'Eurobaromètre auprès des femmes ayant déjà eu des enfants a conclu que bien qu'elles aient eu 2,1 enfants en moyenne, elles auraient préféré en avoir 2,3.

il s'agit du phénomène d'«appartenance sans foi». Mais il existe également des Européens qui, sans pour autant se déclarer athées, ne vont pas à l'église.

D'aucuns pensent que *«le déclin de la fréquentation des églises depuis les années 60 peut non seulement être attribué à une tendance à la sécularisation mais également à un déclin plus général des institutions laïques comme les partis politiques, les syndicats et les activités de loisir organisées qui nécessitent des réunions à intervalles réguliers»*<sup>16</sup>. D'un autre côté, si l'on se fonde sur une comparaison entre pays, la corrélation est faible entre les États membres où la pratique religieuse reste élevée et les mesures de l'engagement civique. Les spécialistes en sciences sociales qui se sont intéressés à la question du «capital social» en Europe observent que la société civile tend à être plus forte selon un axe nord-sud et ouest-est. Les Polonais sont les pratiquants européens les plus réguliers, mais les niveaux d'engagement civique depuis la démocratisation sont faibles et ont peut-être chuté depuis 1990. Les Nordiques ne vont pas souvent à l'Église mais, tout comme les Néerlandais et les Britanniques, ce sont les plus engagés dans une forme ou une autre d'organisation bénévole en Europe. Cela souligne un autre paradoxe: le bénévolat est apparemment complémentaire d'un État providence bien développé, mais ne s'y substitue pas<sup>17</sup>.

L'individualisation est un défi majeur pour l'engagement démocratique. Les anciennes lignes de fracture politique marquées par les classes et la religion s'estompent rapidement. Même si le taux de participation aux élections est en déclin dans de nombreux États membres, il est intéressant de constater un contraste entre les nouvelles démocraties de l'Europe du Sud, où la participation est encore relativement élevée, et les anciens pays communistes, où le vote et l'engagement civique sont généralement faibles. Le niveau de participation aux scrutins des jeunes et des groupes socioéconomiques plus défavorisés est un sujet de préoccupation qui soulève des questions délicates quant à la capacité de nos systèmes politiques à répondre aux défis sociaux de l'ère nouvelle. Les partis à l'extrême droite et à l'extrême gauche de l'échiquier politique bénéficient également d'un soutien croissant dans de nombreux États membres; ce phénomène traduit un mécontentement grandissant vis-à-vis du système politique existant et de ce qui est perçu comme son impuissance à répondre aux préoccupations populaires. Les partis extrémistes ont tendance à recueillir le soutien des laissés-pour-compte de la transition économique, en particulier lors du passage de l'ancienne économie industrielle à l'économie actuelle du savoir et des services. La tendance à l'individualisation a clairement élargi les libertés individuelles, mais à quel prix en termes de valeurs, se demandent certains?

Le taux de divorce a pratiquement doublé en une génération. 15 % des mariages célébrés en 1960 se sont conclus par un divorce, et pour les mariages célébrés en 1980, ce chiffre atteint 28 %. Le divorce reflète une tendance plus proche de la relation «religion-laïcité» que du taux de fécondité. Les États membres connaissant les taux de divorce les plus faibles en 2003 étaient, dans l'ordre: l'Irlande, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, la Pologne et la Slovaquie; les États membres ayant les taux les plus élevés étaient la République tchèque, la Lituanie, l'Estonie, la Belgique, le Danemark et le Royaume-Uni.

Le mariage n'est plus (s'il l'a jamais été) un bon indicateur de stabilité d'une relation. Le nombre de personnes ayant, à un moment donné, cohabité avec un partenaire hors mariage est

---

16 Theo Schepens, université de Tilburg, «Atlas of European Values», par Loek Halman, Ruud Luijckx et Marga van Zundert, 2005.

17 Jerzy Bartkowski et Aleksandra Jasinka-Kania, «Voluntary organizations and the development of civil society» dans «European Values at the Turn of the Millennium», publié par Arts et Halman, 2004.

plus élevé. Parmi la génération des années soixante, 60 % des Danois et des Suédois aujourd'hui âgés d'une cinquantaine d'année ont révélé, dans l'étude sociale européenne, avoir cohabité hors mariage à un moment donné de leur vie – alors que cette proportion est de moins d'une personne sur huit parmi les Grecs, les Portugais, les Polonais et les Espagnols et d'environ un quart chez les Britanniques et les Allemands.

Les couples qui cohabitent aujourd'hui sont de plus en plus prêts à avoir des enfants hors mariage. Plus d'un quart des enfants naissent hors mariage: cette proportion va de 56 % en Suède (plus de 40 % au Danemark, en France, en Finlande et au Royaume-Uni) à moins de 10 % en Italie. La proportion des naissances hors mariage a toutefois doublé en Italie depuis 1960.

L'interprétation de ces tendances donne ample matière à débats. Certains spécialistes sont par exemple d'avis que *«l'augmentation des taux de divorce ne reflète pas une désaffection pour le mariage, mais plutôt une augmentation des attentes de satisfaction au sein du mariage»*<sup>18</sup>. Certains éléments laissent aussi entrevoir que l'individu attend davantage qu'autrefois du mariage en termes de qualité relationnelle.

L'individualisation ainsi que la plus grande mobilité professionnelle et géographique semblent affaiblir les liens de la famille élargie partout en Europe:

- la période de dépendance des enfants vis-à-vis des parents varie en fonction des systèmes universitaires nationaux et des perspectives d'emploi, les études se prolongeant parfois jusqu'à la trentaine. 50 % des enfants seulement continuent à être hébergés par leur parents jusqu'à l'âge de 25 ans et seulement un cinquième jusqu'à l'âge de 30 ans pour l'ensemble de l'UE25;
- un adulte sur huit vit seul, même dans la force de l'âge – soit une augmentation de 50 % en deux décennies;
- du fait de l'affaiblissement des structures familiales et de la généralisation du divorce, de nombreux grands-parents perdent également le contact avec leurs petits-enfants. Seul un quart d'entre eux s'occupe régulièrement de leurs petits-enfants et la moitié ne s'en est pas occupée une seule fois en douze mois.

De nombreux Européens se montrent de plus en plus tolérants envers les diverses formes de sexualité et de modes de vie. Ainsi, près de la moitié des Danois parvenus à l'âge adulte dans les années 60 «sont tout à fait d'accord pour que les homosexuels puissent choisir librement leur mode de vie». Les Belges, les Tchèques, les Néerlandais, les Finlandais, les Français et les Suédois sont plutôt d'accord. Une grande majorité d'Européens du Sud et de Polonais ne sont pas d'accord.

Les enquêtes sur les valeurs européennes tentent de mesurer la permissivité sur des plans très divers. L'homosexualité est plus controversée que le divorce, l'euthanasie ou l'avortement, mais est mieux tolérée que l'infidélité conjugale, la fraude fiscale ou aux allocations sociales, la toxicomanie ou la conduite en état d'ivresse. L'atlas des valeurs européennes conclut que les

---

18 C'est le point de vue d'A. Skolnick, «Change of Heart: Family Dynamics in Historical Perspective. In Family, Self, and Society: Toward a New Agenda for Family Research», publié par Cowan, Laurence Erlbaum Associates, 1993.

attitudes permissives ne sont pas aussi répandues que d'aucuns se l'imaginent et que rien n'indique qu'il s'ensuive un déclin plus généralisé de la morale<sup>19</sup>.

La conclusion globale de l'atlas des valeurs européennes est que *«les États-Unis ne sont pas le prototype de la modernisation culturelle: leur échelle de valeurs est beaucoup plus traditionnelle que celle de toute autre société industrielle avancée»*. Cette étude conclut au contraire que, s'agissant de développement et d'autonomie personnels, la Suède et les Pays-Bas arrivent en tête et sont les plus avancés sur la voie de la modernisation et du post-matérialisme. *«Pour découvrir leur avenir, les Européens n'ont pas besoin de porter leur regard outre-Atlantique, mais plutôt vers le Nord.»*<sup>20</sup>

## 2. MESURE DU BIEN-ÊTRE EN EUROPE À L'ÈRE POSTINDUSTRIELLE

Des analyses subjectives suggèrent des niveaux élevés de satisfaction personnelle en Europe, comme l'indique le graphique 2. L'Eurobaromètre d'avril 2006 a relevé que 81 % des citoyens de l'UE25 se déclaraient satisfaits de la vie qu'ils menaient, contre 19 % qui ne l'étaient pas. Les études sur la satisfaction personnelle indiquent régulièrement que les niveaux les plus élevés de satisfaction concernent la famille, le foyer, la vie sociale et les relations amicales et professionnelles. Mais la satisfaction apportée par le quartier, la santé et le travail vient juste après.

La satisfaction personnelle est la plus élevée au Danemark, au Luxembourg, en Suède, aux Pays-Bas et en Irlande. Dans l'UE15, elle est la plus faible en Grèce, en Italie et au Portugal. Elle est considérablement plus faible en ex-Allemagne de l'Est qu'à l'Ouest; et, dans les nouveaux États membres, elle est inférieure de treize points en moyenne à l'UE15. Il convient de signaler que parmi les nouveaux États membres, seules la Bulgarie et la Roumanie comptent une majorité de citoyens insatisfaits de la vie qu'ils mènent.

Selon le rapport sur la situation sociale en Europe, la satisfaction personnelle ne diminue dans une mesure significative qu'en ce qui concerne la «situation financière» individuelle. Sur ce point, seuls 68 % d'Européens se déclarent satisfaits. Il est à noter que ce chiffre tombe à 17 % seulement parmi ceux qui se déclarent insatisfaits de leur vie. Plus le pays est pauvre, plus il est probable que la «situation financière» individuelle aura une incidence sur la satisfaction personnelle.

La satisfaction personnelle n'est pas synonyme de bonheur. Mais, comparé à la plupart des autres régions du monde, les Européens semblent heureux. Qu'est-ce qui caractérise les gens heureux? Les éléments qui ressortent de l'atlas des valeurs européennes suggèrent que les personnes mariées, vivant en couple ou restées célibataires sont nettement plus heureuses que les personnes séparées, divorcées ou veuves; que les moins de 45 ans sont un peu plus heureux que les plus de 45 ans; et que les femmes sans enfant sont légèrement plus heureuses que celles qui en ont, alors que l'inverse est vrai chez les hommes. Et ces contrastes restent généralement vrais quelle que soit la richesse du pays.

Par ailleurs, l'argent semble jouer un rôle. Dans les pays du Benelux, «heureux» de manière générale, 53 % des personnes ayant un salaire élevé se déclarent heureuses, contre seulement 32 % de celles ayant un bas salaire. Lorsqu'on compare les États membres, les pourcentages

---

19 Atlas des valeurs européennes, op. cit., p. 108.

20 Op. cit., p. 128.

de personnes qui se déclarent très heureuses – partout supérieurs à 40 % - sont les plus élevés en Irlande du Nord, aux Pays-Bas, au Danemark, en Irlande et en Belgique (qui sont tous, de manière générale, de petits États providence prospères), alors que l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale ne dépassent pas 20 %, et qu'il en va de même, curieusement, de l'Allemagne, de l'Espagne et du Portugal<sup>21</sup>.

Les études subjectives sur la satisfaction personnelle et le bonheur sont toutefois un outil d'analyse sociale qui présente des faiblesses. L'aptitude au bonheur est autant un facteur inné (qui est présent dans nos gènes) que social, ce qui peut expliquer en partie pourquoi, au moins dans les pays riches, les appréciations subjectives tendent à n'évoluer que très peu au fil du temps. Les attentes individuelles en matière de bonheur et de satisfaction sont conditionnées par la société: une meilleure organisation de la vie sociale pourrait inconsciemment rendre les gens plus satisfaits et plus heureux. Comme l'a fait observer l'économiste et théoricien de la société Amartya Sen, certains esclaves étaient heureux, faute de pouvoir s'imaginer une vie de liberté, mais ce n'est pas un bon argument en faveur de l'esclavage.

Il existe quantité d'études universitaires sur la mesure du bien-être et de la «qualité sociale» et ces travaux sont appuyés par des organismes internationaux tels que l'ONU, la Banque mondiale et l'OCDE<sup>22</sup>. Les questions qu'elles soulèvent feront l'objet d'une étude plus détaillée du BEPA.

Les économistes ont tenté d'adapter les données du PIB pour mesurer le bien-être social. Cette démarche vise souvent à démontrer que le niveau du PIB, plus élevé aux États-Unis qu'en Europe, ne signifie pas nécessairement un niveau de bien-être supérieur. La soustraction d'une partie du PIB américain se justifie en général par de plus grandes dépenses de chauffage central et de climatisation en raison de différences climatiques extrêmes plus grandes; des déplacements en voiture rendus nécessaires par l'absence d'autres solutions offertes par les transports en commun; des dépenses beaucoup plus élevées qu'en Europe consacrées aux établissements pénitenciers, à la police et à un système de justice pénale extrêmement controversé (que d'aucuns qualifieraient de défaillant); des coûts de procédures juridiques s'expliquant par des relations moins fondées sur la confiance; et des dysfonctionnements du système de santé américain<sup>23</sup>.

Les spécialistes de la politique sociale ont cherché des indicateurs capables de mesurer le progrès social. Ainsi, l'indice du développement humain de l'ONU, indice composite du PIB, de l'éducation et de la santé, est un outil utile pour mesurer le progrès relatif des pays en développement. Il ne présente cependant pas une grande valeur dans la comparaison concernant les pays développés.

Au sein de l'Union européenne, une approche par indicateurs a été acceptée par les États membres dans le cadre du suivi de l'inclusion sociale. Au sein de la Commission, la DG Recherche a soutenu le projet de la Fondation européenne sur la qualité sociale visant à examiner la faisabilité de mise en place d'indicateurs de la qualité sociale. Il a permis, à ce

---

21 Atlas des valeurs européennes, op. cit., p. 116-118.

22 Stefan Bergheim de Deutsche Bank Research est l'auteur d'un commentaire récapitulatif utile «Measures of Well-being», septembre 2006. Voir également Romina Boarini, Asa Johannson et Marco Mira d'Ercole, documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 33 «Alternative Measures of Well-being», 2006.

23 Cf Andrea Boltho, «What is wrong with Europe?» (1993), qui soustrait 7 à 8 % du PIB américain. Cf également Robert J. Gordon «Issues in the Comparison of Welfare between Europe and the United States» (Venice Summer Institute, juillet 2006) qui conclut que le PIB mesuré par habitant sous-estime la protection sociale européenne par rapport à celle des États-Unis d'environ 44 % de l'écart UE/USA.

jour, d'établir une liste complète d'indicateurs élaborée par des chercheurs sous les quatre intitulés suivants: sécurité socio-économique, cohésion sociale, inclusion sociale et habilitation sociale<sup>24</sup>. La définition précise de ces indicateurs est bien entendu très contestable. Pour ne prendre qu'un exemple, dans l'évaluation de la sécurité socio-économique et de sa dimension cruciale, à savoir l'emploi, est-ce la sécurité juridique de l'individu dans l'emploi existant qui importe ou bien la capacité individuelle d'occuper de futurs emplois? Les questions de viabilité ne peuvent non plus être ignorées.

La présente étude adopte une approche plus impressionniste et limitée. Une manière simple de mesurer le bien-être pourrait bien être de comptabiliser le nombre d'«années de vie heureuse» dont jouissent les citoyens<sup>25</sup>: une combinaison du bien-être éprouvé dans la vie et de sa durée objective.

Les Européens ont des raisons d'être optimistes tant dans les évaluations subjectives du bonheur que dans les faits objectifs de l'espérance de vie. Les États membres les plus avancés obtiennent un score élevé pour ce qui est du sentiment de bonheur. Dans l'UE15, le vingtième siècle a enregistré le plus grand bond de l'histoire humaine en matière d'espérance de vie:

- l'espérance de vie à la naissance est passée de 43,5 ans pour les hommes et 46,0 ans pour les femmes au début du XX<sup>e</sup> siècle à 75,4 ans et 81,4 ans respectivement au début du XXI<sup>e</sup> siècle;
- l'espérance de vie a augmenté régulièrement de huit ans en moyenne depuis 1960;
- les prévisions à l'horizon 2050 concernant l'espérance de vie sont de 82,3 ans pour les hommes et de 87,4 ans pour les femmes.

L'augmentation de l'espérance de vie en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle est une extraordinaire réussite au plan social. Au début du siècle, une grande partie de cette amélioration correspondait aux succès enregistrés dans la lutte contre la mortalité infantile et juvénile. Le milieu du siècle a vu l'invention de la pénicilline, l'élimination de la pauvreté extrême grâce à l'État providence, l'amélioration de la nourriture et de l'alimentation, et la disparition virtuelle de maladies mortelles répandues comme la tuberculose. Plus récemment, nous avons assisté à un fort recul des décès prématurés dus aux crises cardiaques, aux accidents vasculaires cérébraux et aux cancers.

Quelles en sont les conséquences? Contrairement à la situation qui prévalait en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, la mort n'est plus une réalité familière. Beaucoup moins d'adultes sont fauchés en pleine force de l'âge. Les traumatismes émotionnels et matériels liés au veuvage ou à la perte des parents, jadis courants, sont aujourd'hui beaucoup plus rares.

En revanche, aux États-Unis, l'espérance de vie est médiocre comparée à la richesse du pays, et n'est pas supérieure à la moyenne de l'UE25, pourtant tirée vers le bas par une espérance de vie relativement inférieure dans les nouveaux États membres. En 1980, les États-Unis se classaient au seizième rang mondial, mais avaient rétrogradé à la vingt-septième place en

---

24 Indicators of Social Quality: Outcomes of the European Scientific Network par Laurent J G van der Maesen et Alan C Walker dans le European Journal of Social Quality, Volume 5.

25 Nous devons ce concept à nombre de documents de l'expert néerlandais Ruut Veenhoven, en particulier «Subjective Measures of Well-being», United Nations University, document de travail n° 2004/7, avril 2004.

2000, derrière la Grèce et le Costa Rica, selon l'évaluation par la Banque mondiale des indicateurs de développement en 1980 (173 pays) et en 2000 (191 pays).

Mais quels sont les facteurs qui pourraient prolonger notre vie et la rendre encore plus satisfaisante? C'est ce que nous allons maintenant examiner dans la suite de la présente étude.

### **3. LES PROBLÈMES QUE POSE L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ SOCIALE**

#### **3.1. Égalité des chances dans l'emploi**

Outre une relation de travail satisfaisante à long terme, avoir un emploi, par nécessité ou par choix, revêt une importance cruciale pour la satisfaction personnelle. Dans ce domaine, l'Europe s'en sort mieux que dans un passé récent. Le taux d'emploi a augmenté de quelque 4 % depuis l'an 2000, en particulier chez les actifs plus âgés mais, à 64,7 %, reste encore bien en-deçà de l'objectif de 70 % en 2010 fixé par la stratégie de Lisbonne. La situation générale s'est améliorée en Italie, en Espagne et en France, mais uniquement pour les actifs plus âgés.

Le chômage reste cependant le problème politique prioritaire dans une grande majorité des États membres: le contraste est net avec le Royaume-Uni où un récent sondage MORI place le chômage au 10<sup>e</sup> rang, soit à 21 %, dans le classement des questions susceptibles de peser sur les décisions de vote lors de prochains scrutins. L'Eurobaromètre, en revanche, indique régulièrement qu'environ 50 % des citoyens européens citent le chômage comme l'un des deux principaux problèmes que connaît leur pays: ce qui est plus de deux fois supérieur au pourcentage exprimé pour d'autres sujets tels que la délinquance, la santé ou l'immigration.

Certaines régions et certaines catégories restent durement frappées par le chômage:

- le taux de chômage des jeunes, qui se situe à 18,7 % dans l'ensemble de l'Union européenne, est deux fois supérieur au taux de chômage global. Il dépasse 20 % en France, en Italie et en Espagne et se situe aux alentours de 40 % en Pologne. Il est bien plus élevé pour les femmes que pour les hommes en France et en Europe du Sud;
- les taux de chômage varient beaucoup plus *au sein* des États membres qu'entre ces derniers. En 2003, 11 % des actifs de l'UE15, soit plus de 19 millions de personnes, vivaient dans des régions où le taux de chômage dépassait 15 %. En revanche, aux États-Unis, moins d'un million de personnes vivent dans des comtés ayant un taux de chômage équivalent: ce contraste illustre de manière frappante l'impact de différents systèmes de protection sociale et des diverses attitudes vis-à-vis de la mobilité<sup>26</sup>;
- parmi les 55-64 ans, plus de 40 % des hommes et près de 60 % des femmes ont quitté le marché du travail. Si nous comparons 1971 à 1999, le taux d'activité pour les hommes de 55 à 64 ans a reculé de 73 % à 39 % en France, de 77 % à 48 % en Allemagne, de 79 % à 49 % aux Pays-Bas, de 82 % à 62 % au Portugal, de 83 % à 52 % en Espagne, de 83 % à 67 % en Suède et de 83 % à 59 % au Royaume-Uni:

---

26

JF Kierkegaard, «Outsourcing and Offshoring: Pushing the European Model over the Hill, rather than over the Cliff», International Institute of Economics, mars 2005.

en résumé, ce taux a nettement régressé dans la majorité des États membres de l'UE15 et, dans certains cas, de manière spectaculaire<sup>27</sup>;

La concentration d'un fort taux de chômage et d'un faible taux d'activité dans certaines régions et aux deux extrémités de la pyramide des âges suggère qu'il existe de puissants obstacles institutionnels à l'égalité des chances pour l'accès à l'emploi dans de nombreux États membres. Les progrès visant à surmonter ces obstacles et augmenter les taux d'emploi restent fondamentaux du point de vue de la justice sociale. Avoir un emploi revêt une importance incontestable dans la perception individuelle de la satisfaction personnelle et du bonheur. Cela mobilise également la richesse dormante (*et le bien-être*) de la société en créant un potentiel pouvant être utilisé pour aborder certains des autres défis sociaux décrits dans le présent document.

### 3.2. Les gens sont-ils satisfaits de leur travail?

Les données recueillies suggèrent que la plupart des gens sont satisfaits de leur travail, même lorsqu'ils manquent d'argent. 84 % se déclarent très satisfaits ou assez satisfaits de leurs conditions de travail.

Les Européens travaillent moins longtemps que d'autres. Le nombre d'heures annuelles travaillées par salarié s'élevait en moyenne à 1 552 en 2004, alors que ce chiffre atteignait 1 817 heures aux États-Unis, soit six semaines de moins par an sur la base d'une semaine de travail de 36 heures. En 1960, la situation était inverse: les Européens travaillaient 2 082 heures par an et les Américains 2 033 heures<sup>28</sup>.

Parallèlement, les conditions de travail dans l'Union européenne n'ont cessé de s'améliorer. Entre 1994 et 2004, le taux d'incidence des accidents mortels a chuté de 38 % et celui des accidents entraînant plus de 3 jours d'absence a chuté de 29 %. Et pourtant, 28 % des actifs européens estiment que leur santé est exposée à des risques au travail ou déclarent souffrir de problèmes de santé non-accidentels dus au travail ou aggravés par leur emploi actuel ou passé<sup>29</sup>. De nombreux actifs estiment toujours que leur travail a perdu de son intérêt, qu'il a un impact sur leur santé ou qu'il n'est pas satisfaisant. Quels sont les facteurs d'un tel stress?

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail met en évidence une augmentation de l'intensité du travail, des plaintes relatives au mal de dos et aux douleurs musculaires ainsi que du stress. L'ampleur des préoccupations des salariés en matière de santé et de sécurité au travail et la proportion d'actifs qui déclarent que leurs horaires de travail sont incompatibles avec leur vie de famille et leur vie sociale sont en forte corrélation avec l'insatisfaction au travail<sup>30</sup>. Le stress au travail peut contribuer à des taux d'arrêts maladie élevés, ce qui est un problème dans de nombreux États membres, y compris en Suède.

Comment expliquer la persistance de ces perceptions négatives malgré la réduction du temps de travail, une sécurité accrue et la diminution du travail manuel? Les changements économiques structurels génèrent le besoin d'une main-d'œuvre plus compétente dotée de qualifications plus poussées; il peut en résulter des changements dans l'organisation du travail,

---

27 Continental Welfare States confronted with the end of career inactivity trap». Programme for the Study of Germany and Europe Working Paper 01.5. Harvard University, janvier 2001.

28 Robert J Gordon op. cit.

29 Work and health in the EU: a statistical portrait, ISBN 92-894-7006-2.

30 Industrial Relations in Europe, page 166.

dans son contenu, son rythme, et la nécessité d'une restructuration continue des entreprises. Les facteurs expliquant ces pressions doivent être mieux compris.

L'augmentation de la précarité de l'emploi pourrait être un facteur. Environ 16 % de la population active européenne exerce une activité indépendante, notamment de nombreux petits agriculteurs: hors agriculture, ce chiffre s'établit à environ 13 %, soit environ deux fois plus qu'aux États-Unis. Le travail indépendant est très répandu chez les hommes plus âgés travaillant comme commerciaux à titre indépendant dans le commerce de gros, la vente au détail, la réparation, le bâtiment et dans les activités de service aux entreprises. Cette proportion est stable et n'est pas forcément synonyme de stress ou d'insécurité.

Le travail à temps partiel représente environ 18 % de tous les emplois européens dans l'Union européenne et concerne particulièrement les femmes. Il peut être souhaité lorsqu'il aide les ménages dans lesquels les deux conjoints travaillent à concilier les exigences de garde des enfants, mais ce succès est conditionné socialement car le travail à temps partiel est beaucoup moins répandu dans les pays où la garde d'enfants est davantage organisée, comme c'est le cas dans les pays nordiques, et dans les pays où la législation du travail est plus favorable à la famille. Seuls 18 % des travailleurs à temps partiel de l'UE15 se déclarent contraints d'opter pour cette formule, mais le niveau d'insatisfaction est plus élevé en France: en effet, bien que les possibilités de garde d'enfants y soient pourtant meilleures, le travail à temps partiel n'est pas automatiquement perçu comme le meilleur moyen de réconcilier travail et vie de famille. Il est beaucoup moins courant dans certaines régions de l'Europe du Sud, où l'absence de possibilités de travail à temps partiel peut accroître le stress découlant de l'obligation de gérer de front travail et vie familiale et peut réduire le bien-être.

Une cause plus évidente d'insécurité tient au nombre croissant de salariés travaillant sous contrat à durée déterminée - environ 14 %. Ces derniers sont répartis dans l'ensemble des catégories d'emploi et ne se limitent pas aux emplois à bas salaire. Plus de la moitié des salariés sous contrat à durée déterminée auraient préféré si possible un contrat à durée indéterminée. Les contrats à durée déterminée représentent un cinquième des emplois au Portugal, un tiers en Espagne et ils sont en forte croissance dans certains nouveaux États membres; en Pologne, ils représentent déjà un quart de tous les emplois. L'Allemagne a aussi enregistré une augmentation des emplois à temps partiel et atypiques ne relevant pas des règles normales du système d'assurance sociale.

Cette croissance de l'emploi atypique, conjuguée à un taux de chômage élevé touchant surtout les jeunes et les travailleurs plus âgés, est révélatrice d'un marché du travail à deux vitesses (marqué par une division nette entre ceux qui sont «intégrés» et les autres). Concernant les réformes nécessaires du marché du travail dans de nombreux États membres, la question qui reste posée est de savoir comment passer de formes de protection de l'emploi réservées à une partie seulement des travailleurs à l'offre de réelles possibilités pour tous, dans le cadre de la flexicurité, comme l'affirme le récent document de la Commission sur la modernisation du droit du travail.

Plus généralement, le passage à l'économie de la connaissance peut aviver le sentiment d'insécurité. D'anciens emplois sont perdus et de nouveaux emplois créés à un rythme encore plus rapide qu'autrefois. Un sondage Eurobaromètre a révélé que 23 % des retraités et 21 % des plus de 55 ans n'avaient jamais changé d'employeur alors que ce chiffre n'atteignait que

16 % pour toutes les tranches d'âge plus jeunes<sup>31</sup>. Logiquement, ce dernier chiffre aurait dû être plus élevé si la tendance à changer d'emploi n'avait pas évolué. Certains estiment que 10 à 15 % du volume d'emplois existant se renouvelle chaque année. Les «bons» emplois industriels, souvent dans de grandes entreprises et protégés par des syndicats, disparaissent et ont tendance à être remplacés par des emplois de service de type «McDonald's», perçus comme n'ayant à offrir qu'un statut subalterne ou peu de perspectives. Il y a lieu de modifier ces perceptions en démontrant que l'acceptation de ce type d'emplois situés au bas de l'échelle du marché du travail peut constituer une première étape sur la voie de la progression sociale.

La syndicalisation a baissé ces dix dernières années: d'environ un quart au Royaume-Uni et en Allemagne, de plus de 10 % en Italie et aux Pays-Bas. Dans les nouveaux États membres, elle a diminué de plus de moitié. Elle ne s'est maintenue que dans les pays nordiques. Les syndicats doivent effectuer une profonde remise en question quant à leur façon d'intéresser les salariés des services du secteur privé et ceux des petites et moyennes entreprises ainsi que les jeunes travailleurs.

À mesure que l'Europe se transforme en une économie de la connaissance et que la main-d'œuvre est plus instruite et mieux formée, les emplois devraient, dans leur majorité, s'en trouver plus satisfaisants, plus autonomes, moins routiniers, mettant davantage l'accent sur le travail en équipe et moins sur la hiérarchie. Cela devrait entraîner le passage progressif d'une motivation instrumentale à une motivation intrinsèque au travail. Les enquêtes montrent en effet que les personnes plus instruites, percevant un salaire plus élevé, sont davantage motivées par le travail de manière intrinsèque, alors que les motifs instrumentaux tendent à être plus importants chez les plus jeunes, qui sont en train de construire une carrière et un foyer. Il n'est toutefois pas possible de rendre tous les emplois intrinsèquement gratifiants. Il existe dans nos sociétés un problème de «considération» pour les emplois à faible qualification. De plus, si l'enseignement conduit de plus en plus à un emploi correct, ce message peut paraître extrêmement menaçant pour les catégories sociales qui ont traditionnellement échoué dans le système éducatif.

### 3.3. Accès aux possibilités éducatives

Dans l'économie de la connaissance et des services, l'éducation joue un rôle prépondérant dans les perspectives d'emploi.

- Plus on est diplômé, moins on risque de se retrouver au chômage. En 2004, le taux de chômage chez les 25-64 ans ayant des diplômes de l'enseignement supérieur était de 4,7 % seulement, contre 8,3 % chez ceux ayant quitté le système éducatif à la fin du deuxième cycle du secondaire et à 11,2 % chez les personnes n'ayant pas dépassé le premier cycle du secondaire.
- Les diplômés de l'enseignement supérieur gagnent 120 % du salaire médian national. Seuls 7 % étaient exposés à un risque de pauvreté contre 20 % des personnes ayant un faible niveau d'éducation.

Dans l'économie d'autrefois, les personnes quittant prématurément l'école trouvaient un travail. Dans la nouvelle économie, elles sont quasiment assurées d'être perdantes. Malgré

certaines améliorations récentes, un jeune sur six de 18 à 24 ans ne suit aucune forme d'enseignement ou de formation et a quitté l'école prématurément. Les différences entre les États membres sont frappantes:

- le taux de sortie précoce du système scolaire s'élève environ à la moitié de la moyenne de l'Union européenne en Autriche, au Danemark, en Finlande et en Suède;
- le Royaume-Uni se situe environ dans la moyenne, de même que la France et l'Allemagne, alors que 16 autres États membres de l'UE25 se trouvent en dessous de la moyenne;
- de très mauvais résultats en Europe du Sud font augmenter la moyenne: Italie (22 %), Espagne (32 %) et Portugal (39 %);
- les nouveaux États membres obtiennent des résultats particulièrement bons: 88 % des 20-24 ans ont au moins un diplôme de fin du secondaire, contre 62 % en Espagne, 73 % en Allemagne et en Italie, 76 % au Royaume-Uni et 80 % en France;
- dans tous les pays de l'UE25, les garçons quittent l'école plus tôt que les filles.

Dans une perspective longue, la jeune génération apparaît mieux qualifiée que la précédente: 77 % de l'ensemble des 20-24 ans de l'Union européenne ont atteint au moins le niveau de l'enseignement secondaire supérieur, contre seulement 57 % des 50-64 ans. Mais il reste que près de 25 % des jeunes n'y parviennent toujours pas.

En dépit du retard à combler, l'Europe du Sud a enregistré les taux de progression les plus rapides. Prenons le nombre de personnes parvenant à la fin du cycle secondaire. Si l'on compare les 50-54 ans aux 25-29 ans, le chiffre a considérablement augmenté, passant de 12 % à 32 % au Portugal; de 19 % à 58 % en Espagne; de 30 % à 58 % en Italie et de 32 % à 70 % en Grèce.

Toutefois, dans certains États membres, les résultats éducatifs semblent stationnaires, voire en baisse<sup>32</sup>. Moins de jeunes ont atteint la fin du secondaire en France et en Suède dans les années 90 que dans les années 80. Les chiffres du Danemark, de l'Allemagne, de l'Irlande, de la Pologne et du Royaume-Uni affichent peu de progrès, comme le démontre le graphique 3.

Les effectifs d'étudiants inscrits à l'université sont en augmentation dans la plupart des États membres mais, entre les deux décennies, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur a en fait chuté dans trois États membres: l'Autriche, la République tchèque et l'Allemagne (voir graphique 4).

Un autre problème réside dans le fait que les jeunes Européens allant à l'université évitent les domaines techniques difficiles comme les mathématiques, les sciences-physiques et les techniques, peut-être parce qu'ils pensent que les gains financiers de l'économie de la connaissance sont plus directement à leur portée dans d'autres domaines moins exigeants.

---

32 Frans van Vught, «Youth, Education and the Labour Market», Cheps (Center for Higher education Policy Studies), université de Twente, Enschede, Pays-Bas, septembre 2006.

Les ressources consacrées à l'éducation peuvent être un problème dans certains États membres. Cela est vrai en particulier des universités, dont le nombre d'étudiants a considérablement augmenté, où le financement public ne suit plus et où la mise en place de frais de scolarité suscite une forte réticence. La baisse des taux de fécondité permet peut-être d'augmenter les dépenses d'éducation par enfant, mais le risque pour l'Europe est que les pressions exercées par le vieillissement démographique sur les dépenses publiques fassent passer au second plan les investissements nécessaires dans l'éducation pour garantir l'accès et l'égalité dans la société de la connaissance.

Les systèmes scolaires en Europe ont été conçus dans une société relativement homogène, celle de la société industrielle d'après-guerre. De nombreuses villes sont maintenant confrontées au défi de la diversité ethnique et linguistique. Dans le même temps, certains États membres doivent assumer l'impact de l'«exode des populations blanches» dont les Pays-Bas parlent ouvertement comme d'un problème majeur<sup>33</sup>. De plus, l'école est maintenant devenue le lieu où s'accumulent la plupart des maux dont souffre la société: dans certains quartiers, elle est la principale victime de la démission des parents, des enfants difficiles, de l'aliénation culturelle par rapport à l'autorité et de l'absence de respect. Compte tenu de l'importance de l'éducation, les parents recherchent bien entendu désespérément une bonne école pour leurs enfants, mais l'exercice d'un choix légitime pose un énorme défi lorsqu'on se donne pour objectif d'atteindre des niveaux élevés pour tous.

Certains pessimistes ne manqueront pas de faire valoir que, dans la société de la connaissance, une partie non négligeable de la population est condamnée à une offre déclinante d'emplois sans qualification parce qu'il lui manque les capacités pour acquérir des compétences. Cela peut être vrai pour une faible minorité présentant d'authentiques difficultés d'apprentissage (à moins que la société ne fasse des efforts déterminés pour offrir un soutien ciblé et faciliter leur intégration sur le marché du travail). Mais les faits ne justifient pas ce pessimisme. Examinons les résultats comparatifs des États membres dans la maîtrise de base de la lecture selon l'échelle PISA, qui permet d'établir des comparaisons internationales. Pourquoi les Finlandais ont-ils réussi à réduire le nombre d'écoliers ne maîtrisant pas les bases de la lecture à 5,7 % (et à 2,4 % seulement chez les filles) et les Néerlandais et les Irlandais à 11 %, alors que l'Union européenne dans son ensemble n'atteint qu'une moyenne inacceptable de 19,8 % ? Les chiffres ne peuvent s'expliquer par des différences d'intelligence, mais uniquement par des différences de performances des systèmes éducatifs nationaux qui devraient en principe être capables de tirer mutuellement parti de leurs expériences respectives et trouver des solutions<sup>34</sup>.

### 3.4. Mobilité sociale: la transmission des chances d'avancement social aux générations futures

La plupart d'entre nous reconnaissent que nos sociétés ont connu une formidable mobilité sociale ces deux dernières générations suite à l'expansion massive de l'éducation et aux changements de la structure des professions. La question est de savoir si la mobilité sociale déclinera au cours de la prochaine génération.

---

33 Cf «Choosing Segregation or Integration: the Extent and Effects of Ethnic Segregation in Dutch Cities» par Sjoerd Karsten, Charles Felix, Guusve Ledoux, Wim Meijnen, Japp Rooleveld et Erik Van Schooten. *Education and Society*, vol. 38, n° 2, février 2006. Leurs recherches prouvent qu'un quart des écoles d'Amsterdam ne sont pas représentatives des ethnies des quartiers qu'elles sont censées desservir.

34 Sur ce point, un excellent document de Gosta Esping Andersen a attiré notre attention: «Families, Government and the Distribution of Skills», conférence NETSPAR- CPB, avril 2006.

L'éducation est la clé qui donne accès à la mobilité sociale. Les recherches montrent pourtant la très grande influence du milieu familial sur la réussite scolaire. Il est ici davantage question du capital culturel de la famille que de son niveau de revenus. Le pays où les résultats comparés en mathématiques et en science dépendent le plus de la présence de livres à la maison est l'Angleterre; le pays où cette influence est la plus faible est la France, ce qui est un hommage au système éducatif français, qui permet de contrer les effets du milieu familial<sup>35</sup>.

Mais plus on monte dans le système éducatif, moins cela est vrai. Si l'on compare la proportion d'étudiants issus de foyers où les parents sont titulaires d'un diplôme de licence à ceux issus de foyers sans diplôme, on constate un écart important qui ne peut pas s'expliquer par l'intelligence<sup>36</sup>. En France, le chiffre pour 1994-95 était de 66 % contre 20 %; en Italie de 60 % contre 18 %; aux Pays-Bas de 40 % contre 18 %; en Suède de 55 % contre 15 %. Le graphique 5 donne le pourcentage de jeunes dans l'enseignement supérieur par rapport au niveau d'instruction de leurs parents.

Le processus d'apprentissage tout au long de la vie favorise également tout autant ceux ayant un niveau d'instruction plus élevé, ce qui a pour effet de renforcer les inégalités en la matière, comme le démontre le graphique 6.

Des études comparent les parcours de vie de garçons nés à la fin des années 50 et au début des années 60. En termes de corrélation avec les revenus de leurs pères, en Europe, le Royaume-Uni arrive en tête, les pays nordiques à la dernière place et l'Allemagne se situe à mi-chemin<sup>37</sup>. Le tableau 3 donne des estimations comparables à l'échelle internationale sur la mobilité intergénérationnelle.

Au Royaume-Uni, il existe également des éléments tendant à prouver que la mobilité intergénérationnelle décline au fil du temps. Les garçons nés en 1958 et dont le père se situait dans le quartile supérieur de la distribution des revenus avaient 35 % de chances de se retrouver dans le quartile supérieur à l'âge de 30 ans. Mais ceux nés en 1970 avaient 42 % de chances de s'y retrouver à l'âge de 30 ans. Inversement, si l'on examine le premier quartile de la distribution des revenus, les garçons nés en 1958 et dont le père se situait dans le premier quartile avaient 31 % de chances de s'y retrouver à l'âge de 33 ans. Mais pour ceux nés en 1970, la probabilité avait augmenté et atteignait 38 %<sup>38</sup>. Il importe de déterminer s'il existe des signes de déclin de la mobilité intergénérationnelle dans les autres États membres.

Certains chercheurs en sciences sociales pensent qu'une telle évolution pourrait bien être une caractéristique des sociétés modernes, étant donné l'importance de l'éducation dans les perspectives de vie, la tendance accrue des personnes ayant un niveau d'éducation élevé à se marier ou former une union entre elles et le temps supérieur que les pères ayant un diplôme universitaire consacrent aujourd'hui à leurs enfants<sup>39</sup>. Aucune de ces tendances n'est en elle-même indésirable, mais elles suggèrent que dans l'économie de la connaissance, à moins de mettre en place des mécanismes correctifs, nos sociétés pourraient devenir plus inégales et polarisées.

---

35 G Scheutz, H Ursprung, et L Woessman, «Education Policy and Equality of Opportunity», document de travail du CESifo 1518, 2005.

36 Stephen Machin, «Social Disadvantage and Educational Experiences», documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, fig. 2, p. 12, 2006.

37 Jo Blanden, Paul Gregg et Stephen Machin, «Intergenerational Mobility in Europe and North America», LSE Centre for Economic Performance, avril 2005.

38 Blanden, Gregg et Machin, *op. cit.*, p. 8.

39 Gosta Esping Andersen (*op. cit.*, p. 13) fait référence à des travaux soutenant ce point de vue par S. Bianchi dans «Demography 37» (2000) et dans «Social Inequality», publié par K. Neckerman (2004) et M. Dedding et M. Lausten «Choosing between his and her time», Institut danois de recherche sociale, mars 2004.

### 3.5. Démographie et «vieillesse»

La récente communication de la Commission sur la démographie décrit le triple défi auquel l'Europe est confrontée: la sortie d'activité de la génération du baby-boom, l'augmentation de l'espérance de vie et le déclin du taux de natalité, qui renforce encore le taux de dépendance entre les actifs et les retraités.

On prévoit que la proportion de la population de l'UE25 âgée de plus de 65 ans passera de 15,7 % en 2000 à 22,5 % en 2025 et à 29,9 % en 2050, contre seulement 9,1 % un siècle plus tôt en 1950. On prévoit que la proportion des plus de 80 ans triplera pour atteindre 11,4 % en 2050. Le tableau 2 donne l'évolution de la projection des taux de dépendance. Le vieillissement de la population soulève des problèmes majeurs de politique générale concernant la viabilité des retraites, la hausse des coûts de santé et des soins aux personnes âgées et le frein sur la croissance potentielle en Europe à mesure que le fardeau social augmente. Selon les meilleures estimations effectuées de manière approfondie par le Comité de politique économique et la DG ECFIN, d'ici 2030, les dépenses publiques liées au vieillissement à consacrer aux retraites, à la santé et aux soins de longue durée pourraient progresser de 17,9 % du PIB actuellement à 20,4 % dans l'UE25 et à 20,7 % dans l'UE15. D'ici 2050, celles-ci augmenteront de 1,8 %. Parmi les grands États membres, les projections varient. À politiques constantes, le coût public des pensions va s'accroître considérablement en Espagne et chuter en Pologne. En Italie, le total des dépenses publiques causées par le vieillissement devrait augmenter (2,4 % du PIB) mais plus modérément qu'en France (3,8 %), qu'en Allemagne (3,9 %) ou encore qu'au Royaume-Uni (4,7 %).

Sur fond des défis économiques qui se profilent, la réalité sociale actuelle est que les personnes âgées, tout au moins dans l'UE15, peuvent espérer une retraite longue et relativement confortable. Il existe néanmoins des problèmes de pauvreté pour une minorité, principalement des femmes. Une femme sur six âgée de plus de 65 ans dans l'Union européenne compte encore parmi les pauvres, environ 12 millions de personnes et plus d'un quart des personnes âgées vivant seules sont pauvres. La pauvreté est calculée, ici, comme une mesure relative dans chaque État membre, l'incidence de la pauvreté des personnes âgées est inférieure dans certains des nouveaux États membres (par exemple, 6 % seulement en Pologne) comparés à des pays comme l'Irlande (44 %), la Grèce (33 %), le Portugal (30 %), la Belgique (26 %) et le Royaume-Uni (24 %).

Une catégorie bien plus large est touchée par des problèmes d'isolement et des besoins en matière de soins. 28 % des personnes âgées de 70 ans vivent seules et ce chiffre atteint plus de 40 % à partir de 80 ans. Entre un et deux tiers des plus de 75 ans sont déjà dépendants d'une forme ou une autre de soins, avec des variations selon les États membres.

Cette situation met en difficulté la famille élargie, qui peut ne pas être en mesure de supporter ce fardeau. Comme les besoins en matière de soins augmentent, les enfants des personnes âgées (qui elles-mêmes ont la cinquantaine ou la soixantaine et ont moins de frères et sœurs avec lesquels partager la responsabilité des soins) devront rester en activité plus longtemps afin d'améliorer la viabilité de leur retraite. Il est fort possible que cela devienne une nouvelle source de pression, pesant principalement sur les femmes âgées de 50 à 60 ans. Mais la

marchandisation des soins ne constitue pas une réponse de substitution aux besoins émotionnels de la personne soignée et du soignant<sup>40</sup>.

La famille élargie est encore forte en Europe méridionale, où près d'un cinquième de tous les ménages regroupe encore trois générations, alors que ce pourcentage atteint à peine un peu plus de 1 % en Finlande et en Suède. Mais résistera-t-elle encore longtemps aux pressions exercées par le recul de l'âge du départ à la retraite et la mobilité, les exigences de l'égalité entre les hommes et les femmes et la progression de l'individualisme? En ce qui concerne les soins aux personnes âgées, un débat plus nourri est nécessaire sur les responsabilités relatives et le rôle de la famille, de la collectivité et de l'État.

### 3.6. Vie familiale et bien-être

Dans l'UE15, les pays où la garde des enfants est le plus facilement accessible sont ceux où le taux de natalité a le mieux résisté et la participation des femmes au marché du travail est la plus élevée.

- En France, en Belgique et au Royaume-Uni, le taux de fécondité a connu une très légère baisse, tandis qu'au Luxembourg et aux Pays-Bas, il a quelque peu augmenté.
- Dans les pays nordiques, il a augmenté au Danemark et en Finlande, mais a baissé légèrement en Suède.

Ces États membres offrent une combinaison variable d'allocations familiales, de formes de garde des enfants et de flexicurité pour promouvoir l'offre de travail à temps partiel, qui semble permettre aux femmes qui le souhaitent d'avoir davantage d'enfants. Les Pays-Bas ont le plus fort taux de travailleuses à temps partiel de l'Union. Pour les enfants âgés de 0 à 3 ans, les États membres qui ont la couverture la plus élevée en matière de garde d'enfants sont la Belgique, le Danemark, la France, les Pays-Bas et la Suède, qui tous dépassent 35 %. Les États membres qui ont les dépenses publiques les plus élevées pour la garde de jour sont le Danemark (1,7 % du PIB), la Suède (1,3 %), la Finlande (1,2 %) et la France (0,7 %) suivis de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Grèce avec 0,4 %. Dans la plupart des États membres, la prise en charge est irrégulière et les dépenses publiques semblent être minimales<sup>41</sup>. Cela suggère fortement que les politiques gouvernementales peuvent avoir un impact sur le taux de fécondité.

Les ménages dans lesquels les deux conjoints travaillent deviennent de plus en plus la norme sociale qui détermine les décisions quant à l'éventualité et au moment d'avoir un enfant. Faire fonctionner ce modèle est aujourd'hui au cœur de la politique familiale européenne. Toutes les questions qui lui sont associées, comme l'équilibre entre travail et vie privée et le partage des responsabilités au sein du foyer, entrent en ligne de compte pour la stabilité des relations, l'égalité entre hommes et femmes et la baisse de la pauvreté touchant les enfants. Ce problème pose notamment la grande question de la viabilité économique et démographique des sociétés européennes.

---

40 Susy Giullari et Jane Lewis, «The Adult Worker Model, Gender Equality and Care», politique sociale et développement - Document de programme 19, Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, avril 2005.

41 DG EMPL, «Réconciliation de la vie professionnelle et familiale», septembre 2005.

### 3.7. La pauvreté et son impact sur l'accès aux possibilités d'avancement social

Paradoxalement, étant donné le défi que le présent document vient de décrire en matière de viabilité, dans toute l'Union européenne, les ménages avec enfants se trouvent généralement dans une moins bonne situation que ceux qui n'en ont pas. En données corrigées, deux adultes de moins de 65 ans vivant ensemble sans enfants ont un revenu moyen supérieur d'environ 25 % à la moyenne.

La pauvreté touche en outre les enfants plus que toute autre catégorie. La question de la définition de la pauvreté fait bien entendu toujours débat, ce qui a des répercussions sur l'élaboration des politiques chargées de l'éradiquer. Pour beaucoup, la pauvreté correspond à une certaine forme de privation absolue. Personne ne contestera la pauvreté dont nous pouvons être témoins dans la vie réelle ou qui arrive sur notre petit écran depuis l'Afrique et l'Inde. Mais il n'existe toutefois pas de norme absolue en la matière entre tous les États membres de l'Union européenne – même si nous savons que dans certains nouveaux États membres, en particulier la Bulgarie et la Roumanie, au moins un quart de la population est frappé de privation absolue. L'Union européenne mesure la pauvreté selon un critère relatif: 60 % du revenu médian équivalent de chaque État membre selon la taille de la famille. Une personne définie comme vivant dans la pauvreté en Suède vit peut-être mieux en termes absolus qu'une autre personne ayant des revenus médians en Estonie. Par ailleurs, une personne pauvre qui est comptabilisée statistiquement parmi les pauvres dans un État membre tel que l'Irlande, où le niveau de vie est en croissance rapide, n'aura peut-être pas le sentiment d'être pauvre étant donné qu'elle vit certainement mieux qu'au cours des générations précédentes.

La pauvreté relative ne doit toutefois pas être sous-estimée, surtout si elle persiste. Elle entraîne une incapacité à s'intégrer socialement selon des critères jugés comme allant de soi pour la majorité de cette société. Ainsi, certains parents peuvent être obligés, avec regret, de refuser à leurs enfants ce que d'autres considèrent comme normal. Pour l'ensemble des «relativement pauvres», il peut s'agir d'un isolement par rapport aux normes et coutumes de la société quotidienne.

Malgré toutes ces restrictions, les statistiques montrent que l'Europe souffre d'un grave problème de pauvreté. Au total, 72 millions de citoyens de l'UE25 (soit 15 %) sont exposés à un risque de pauvreté et 36 millions sont au bord de ce risque<sup>42</sup>. Pas moins de la moitié des personnes vivant dans un ménage à faibles revenus avait un revenu inférieur de plus de 23 % au seuil de pauvreté. Le tableau 4 présente les taux de risque de pauvreté par type de ménage.

- Sur 72 millions de pauvres, 12 millions sont des personnes âgées.
- Il existe également une pauvreté importante, que mesurent les statistiques des revenus, chez les célibataires de moins de 30 ans vivant seuls. Ce problème se concentre en Europe du Nord; ainsi, chez les moins de 30 ans, 37 % sont comptabilisés parmi les pauvres au Royaume-Uni, 42 % en Allemagne et 49 % aux Pays-Bas. Mais il s'agit d'un portrait instantané de la pauvreté qui nous en dit peu sur sa dynamique. Si la pauvreté est un épisode court, elle est moins grave que si elle est durable. Une partie des jeunes célibataires dans la pauvreté peuvent

---

42 Sur la base d'un seuil de pauvreté de 60 % du revenu médian. Une élévation du seuil à 70 % porterait ce pourcentage de 15 à 24 %. Situation sociale en Europe, 2004.

être des étudiants et ex-étudiants qui, pour la plupart, après avoir quitté le foyer familial, finiront par voler de leurs propres ailes.

- 9 % de la population de l'Union européenne, soit 35 millions de personnes, ont vécu dans un ménage à faibles revenus durant au moins deux des trois dernières années. Ce chiffre inclut sans doute de nombreuses personnes âgées.
- Le risque de pauvreté se concentre cependant sur les familles ayant des enfants. Près de 20 %, soit 18 millions des 94 millions de jeunes de moins de 18 ans que compte l'Union européenne sont exposés au risque de pauvreté, auxquels il faut également ajouter leurs parents. Au cours des trois dernières décennies, nous avons assisté à une augmentation générale du taux de pauvreté des enfants qui, dans tous les États membres, dépasse celui de l'ensemble de la population.

Les enfants exposés au risque de pauvreté le plus élevé vivent dans des *familles monoparentales*. Celles-ci ne représentent que 4,4 % des ménages dans l'Union européenne, mais un tiers d'entre elles sont exposées au risque de pauvreté. C'est de loin le Royaume-Uni qui enregistre la plus forte proportion de ménages monoparentaux en Europe (8,4 %). Les risques de monoparentalité y sont aggravés par les taux élevés de grossesse chez les adolescentes, ce qui compromet fortement les chances d'avancement social et entraîne de nombreux abandons des études. Seules 10 % des mères adolescentes poursuivent des études au-delà de la scolarité obligatoire, contre 50 % chez les autres adolescentes<sup>43</sup>.

La pauvreté des enfants est également prépondérante dans les *ménages de chômeurs*. Dans l'ensemble de l'Union européenne, 10 % des enfants vivent dans un ménage de chômeurs. Là aussi, le Royaume-Uni enregistre le niveau le plus élevé de tous les États membres: un enfant sur six y grandit dans un ménage de chômeurs. Dans l'ensemble de l'UE15, 60 % de ces enfants sont exposés au risque de pauvreté. Mais en Belgique, en Allemagne, en Irlande, au Portugal et au Royaume-Uni, le risque dépasse 70 %.

Le taux de pauvreté des enfants dans les *familles nombreuses* est également plus élevé lorsque les mères s'occupent à temps plein de leur famille et que l'homme soutien de famille perçoit un bas salaire. Environ 6 % de tous les salariés dans l'UE25 sont exposés à un risque de pauvreté. La pauvreté dans les familles nombreuses semble se concentrer là où ces grandes familles sont maintenant les moins fréquentes: en Grèce, au Portugal, en Slovaquie et en Espagne. Les enfants pauvres ont également tendance à vivre dans des ménages où les parents ont des emplois peu sûrs, temporaires et à bas salaire ou bien il s'agit d'enfants d'immigrants ou issus de minorités ethniques, en particulier les Roms.

Les enfants pauvres, plus que les autres, souffrent de privations, sont désavantagés, en mauvaise santé et ont de mauvais résultats scolaires. Ils courent plus de risques de se retrouver au chômage, d'occuper des emplois à bas salaire, de vivre dans des logements sociaux, d'avoir des démêlés avec la police et d'être confrontés à des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie en tant que jeunes adultes. De plus, dans la plupart des pays, ils sont susceptibles de transmettre leur manque de débouchés à leurs propres enfants. Cette situation a un coût économique, social et politique qu'il conviendrait, dans un monde rationnel, d'imputer sur les dépenses publiques consacrées aux interventions rapides (pour autant que ces interventions soient rendues efficaces) afin de réduire les risques d'échecs futurs et

d'exclusion sociale<sup>44</sup>.

Trop d'Européens dans l'UE25 vivent dans la pauvreté, sont au bord de la pauvreté et restent pauvres longtemps. Les sondages d'opinion indiquent qu'il existe des aspirations au changement. Pour 40 % des Européens, la pauvreté est soit inévitable, soit le résultat d'un manque de chance, pour 18 % elle est due à la paresse, mais 31 % pensent qu'elle reflète une injustice (10 % de plus en France et en Suède, 10 % de moins au Royaume-Uni). En ce qui concerne la pauvreté des enfants, un lien a pu être établi entre les chances d'avancement social et le risque croissant de voir le handicap se transmettre aux générations suivantes. La question est de savoir quelle combinaison de redistribution des revenus classique et d'intervention ciblée est le plus à même d'inverser ces tendances.

### 3.8. Quelle est l'importance de l'inégalité?

Tant que la pauvreté relative reste limitée par rapport au revenu médian, l'envolée des revenus supérieurs importe-t-elle? En d'autres termes, quelle est l'importance de l'inégalité en elle-même?

Les niveaux élevés d'inégalité et de pauvreté vont de pair. En Europe, les sociétés les plus égalitaires sont celles qui ont le moins de pauvres: les sociétés les plus inégalitaires présentent les plus fortes concentrations du risque de pauvreté. Si l'on mesure l'inégalité par le rapport entre les revenus du quintile supérieur et ceux du quintile inférieur, l'État membre présentant le niveau le plus élevé d'inégalité dans l'UE15 est le Portugal (avec un rapport de 7,2 contre une moyenne dans l'Union européenne de 4,4), suivi de la Grèce, de l'Espagne, de l'Irlande, de l'Italie et du Royaume-Uni: ce sont également les États membres ayant les taux de «risque de pauvreté après transferts sociaux» les plus élevés<sup>45</sup>. Parmi les nouveaux États membres, les pays où le taux de pauvreté est le plus élevé, l'Estonie, la Lituanie et la Slovaquie, sont également ceux qui ont un taux d'inégalité supérieur à la moyenne.

Que savons-nous des tendances de l'inégalité? La forte augmentation de l'inégalité aux États-Unis est claire et indiscutable. Mais en Europe, des données sélectives<sup>46</sup> indiquent que les différences de salaires (mesurées par le rapport entre les revenus du décile supérieur et du décile inférieur de la distribution des salaires) semblent s'être creusées entre 1980 environ et la fin des années 90 au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède. Elles se sont en revanche réduites en France et en Finlande. Sur la base de coefficients Gini, qui mesurent dans quelle mesure la répartition des revenus s'écarte d'une hypothèse théorique d'égalité absolue, une comparaison entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90 dans certains pays de l'Union européenne suggère une augmentation significative des inégalités au Royaume-Uni, en Italie, en Autriche et en Belgique; un certain creusement en Irlande, au Danemark, en Allemagne, en Suède et en Finlande; mais une diminution en France, aux Pays-Bas et au Luxembourg.

Gösta Esping-Andersen estime que les jeunes sont les principales victimes de cette augmentation de l'inégalité: *«ils sont confrontés à une érosion des salaires à tous les niveaux de compétences, tout en étant fortement surreprésentés chez les chômeurs et dans les emplois précaires et de courte durée»*. Les données de l'OCDE suggèrent une baisse de 7 % des

---

44 Voir l'étude récente du BEPA, «Investir dans la jeunesse: de l'enfance à l'âge adulte» (disponible uniquement en anglais), octobre 2006.

45 Les pourcentages de la population exposée au risque de pauvreté sont de 16 % dans l'UE mais de 20 % au Portugal et en Grèce, de 19 % en Espagne, de 21 % en Irlande, de 19 % en Italie et de 17 % au Royaume-Uni.

46 John Hills, LSE Centre for the Analysis of Social Exclusion, Ralph Miliband Lecture on Inequalities, octobre 2004.

revenus disponibles relatifs des jeunes adultes, dont 60 % sont des bas salaires aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis et 40 % en France et en Allemagne<sup>47</sup>.

Ces données sur l'inégalité en Europe ne sont pas complètes ou harmonisées et elles ne présentent aucun modèle cohérent. Mais c'est à l'évidence un mythe que de croire que les inégalités se creusent uniquement dans le monde anglo-saxon. Les enquêtes suggèrent que dans de nombreux pays européens, une majorité de citoyens pensent que l'écart entre les riches et les pauvres est trop large.

Les informations glanées ici et là suggèrent que les revenus supérieurs se sont envolés dans certains États membres<sup>48</sup>. Le PDG d'une importante entreprise anglaise est désormais payé cent fois plus que les ouvriers de l'atelier. Il y a vingt ans, cet écart se limitait à trente fois plus. De tels faits alimentent le débat et soulèvent des questions: est-ce justifié par le fait qu'il existe désormais un marché international des meilleurs dirigeants? Les sociétés situées dans d'autres États membres sont-elles perdantes si elles ne versent pas de telles rémunérations à leurs PDG?

Selon l'argument rawlsien classique, l'inégalité est tolérable tant que les moins bien lotis de la société bénéficient des mesures encourageant une plus grande création de richesses, que l'inégalité est supposée apporter. Il s'agit de la justification progressiste classique d'un certain degré d'inégalité. Des théoriciens de la société plus conservateurs souligneraient également les avantages apportés à la cohésion sociale et à la culture par un ordre établi des richesses.

En prenant toutefois l'argument de Rawls comme point de référence, l'inégalité se justifie dans la mesure où elle permet de générer des richesses supplémentaires pouvant améliorer le statut des moins bien nantis de la société. Des études menées sur les «riches au Royaume-Uni» (pays qui n'est peut-être pas représentatif des autres États membres dans ce domaine) révèlent que l'origine des fortunes a évolué depuis 1979. Avant cette date, les grandes fortunes étaient principalement le fruit d'héritages. Aujourd'hui, 75 % des fortunes sont dues aux gains réalisés à la City, à l'enrichissement consécutif à la création d'une entreprise et aux étrangers fortunés venus s'installer au Royaume-Uni<sup>49</sup>. Cette évolution est une illustration des bénéfices qui se répercutent sur l'ensemble de la société – elle favorise l'aide directe accrue aux plus pauvres en vertu de choix politiques portant sur une redistribution des dépenses publiques rendue possible par une augmentation des ressources imposables.

Néanmoins, l'aggravation des inégalités en Europe pourrait préoccuper les rawlsiens à plusieurs titres. Premièrement, le débat fait rage autour du «ruissèlement» de la richesse. Aux États-Unis, il apparaît aujourd'hui clairement que les fruits de la croissance économique récente ont bénéficié en grande partie aux plus riches, en particulier ceux correspondant au pourcentage supérieur. Rien ne permet d'affirmer que ce modèle va ou pourrait se répéter en Europe. Toutefois, il ne fait guère de doute que dans certains États membres, comme l'Allemagne, les salaires médians ont été fortement comprimés au cours de la dernière décennie.

---

47 Gosta Esping Andersen op. cit., p. 6.

48 Il existe certaines preuves empiriques à l'appui de cette thèse dans L. Katz et D. Autor: «Changes in the Wage Structure and earnings inequality» dans Handbook of Labour Economics, publié par Ashenfelter et Card, 1999, et P Gottschalk et T Smeeding, «Cross national comparisons of earnings and income inequality», Journal of Economic Literature XXXV, 1997.

49 The Economist, 21 octobre 2006, citant les travaux de Philip Beresford.

Deuxièmement, si la conséquence des inégalités existantes est de pérenniser les handicaps d'une génération à l'autre, alors la société sera perdante car la mobilité sociale diminuera et tous les talents individuels ne pourront se développer pleinement. Cet aspect est tout à fait crucial dans l'économie de la connaissance, où la capacité des parents d'acquérir des atouts éducatifs pour leurs enfants, par exemple en emménageant dans un quartier où se trouvent de bonnes écoles, acquiert une plus grande importance.

Troisièmement, certains spécialistes en sciences sociales pensent<sup>50</sup>, en se basant, par exemple, sur des comparaisons entre différents États des États-Unis présentant des niveaux variables d'inégalité, que plus une société est inégale, plus le stress psychosocial sera grand en raison d'une insécurité personnelle accrue et de la perte de l'estime de soi que les gens ressentent lorsqu'ils ne réussissent pas à conserver leur position sociale. Dans les sociétés plus inégales, les problèmes suivants seront donc exacerbés: instabilité des relations, par rapport aux chances d'avancement social des enfants; risque de toxicomanie et de maladies mentales; prédisposition à tomber dans la délinquance; prédominance des maladies liées à une richesse comme l'alcoolisme et l'obésité.

### 3.9. Accès à la santé

L'augmentation de l'espérance de vie est une mesure de l'état de santé, mais le nombre d'années de vie «en bonne santé» en est peut-être une meilleure. Les «années de vie en bonne santé» sont fonction de l'espérance de vie et du nombre d'années durant lesquelles une maladie grave empêche de jouir complètement de la vie.

Au sein de l'Union européenne, il existe de grandes variations de l'espérance de vie selon les États membres et selon la catégorie sociale. Parmi les États membres, la Suède obtient les meilleurs résultats pour les hommes avec 77,9 ans, alors que c'est l'Espagne qui remporte la palme chez les femmes avec 83,7 ans. Il existe une relation relativement forte entre l'augmentation du revenu national et de l'espérance de vie. L'Espagne s'en sort mieux que ce que son niveau de PIB laisserait penser et le Danemark beaucoup moins bien. La Hongrie a les plus mauvais résultats tant chez les hommes que chez les femmes: 68,4 ans et 76,7 ans respectivement. En Hongrie, 40 % des hommes meurent avant l'âge de 65 ans et l'espérance de vie des Roms est inférieure de dix ans à la moyenne nationale.

En matière d'années de vie en bonne santé, l'Italie arrive en tête: 92,2 % chez les hommes et 89,7 % chez les femmes. La Finlande est en queue de classement avec 76,3 % et 69,1 % respectivement. Pour promouvoir la bonne santé, la réduction des mauvaises habitudes a évidemment un rôle à jouer. Les Danois, par exemple, fument beaucoup plus que les Suédois: 34 % fument quotidiennement contre seulement 18 % des Suédois.

Les dépenses de santé ont été en augmentation constante dans l'ensemble de l'Union au cours des dernières décennies, malgré un ralentissement temporaire du taux de progression dans les années 80. Les dépenses totales de santé dans l'Union européenne vont actuellement de 5,0 % du PIB en Lettonie à 10,9 % en Allemagne, mais l'écart des taux de dépenses entre les pays se resserre, reflétant peut-être une «harmonisation des attentes».

De nombreux spécialistes doutent de la capacité des pays de l'Union européenne à préserver ces systèmes de santé sous la pression du vieillissement démographique. Et pourtant, on ne

---

50 Ces points de vue sont brillamment résumés dans «The Impact of Inequality» de Richard Wilkinson (Routledge, 2005) et «The Challenge of Affluence» d'Avner Offer (OUP, 2006).

prévoit qu'une augmentation de 1 à 2 points du PIB des dépenses publiques de santé en raison du vieillissement dans la plupart des États membres entre aujourd'hui et 2050, augmentation relativement limitée si on la compare aux augmentations totales depuis 1950. Et si la proportion de la vie passée en bonne santé peut être maintenue alors que l'espérance de vie globale augmente, ces coûts supplémentaires pourraient être diminués de moitié, ce qui souligne combien il est important de se concentrer sur la préservation de la santé.

De plus, améliorer la qualité de la santé permet potentiellement d'améliorer les augmentations projetées dues au vieillissement. Il existe de grandes variations dans les résultats de santé dans l'Union européenne. Par exemple, les taux de survie supérieurs à cinq ans dans le cas du cancer de la vessie vont de 78 % en Autriche à 47 % en Pologne et en Estonie. Toutefois, la réalisation de ces gains potentiels demanderait une plus grande ouverture et une meilleure coopération que celles qui existent actuellement entre les différents systèmes nationaux de santé au sein de l'Union européenne.

La réduction de l'impact des inégalités sociales sur les résultats de santé offre d'autres possibilités d'amélioration. Une étude récente concernant l'espérance de vie en Italie a conclu que les régions où les inégalités de revenus sont élevées, comme la Campanie ou la Sicile, ont une espérance de vie bien inférieure aux régions où l'inégalité des revenus est comparativement faible, par exemple les Marches ou l'Ombrie. De plus, les auteurs ont conclu que l'inégalité des revenus a un effet indépendant et plus puissant sur l'espérance de vie que le revenu par habitant et l'éducation<sup>51</sup>.

À l'instar du XIX<sup>e</sup> siècle, qui a connu des avancées spectaculaires dans le domaine de la médecine grâce aux progrès en matière de santé publique et d'assainissement, une attention accrue est accordée aujourd'hui aux liens entre l'environnement et la santé – pas uniquement les questions de qualité de l'air et de l'eau mais aussi les conséquences de l'accumulation de produits chimiques et leurs effets combinés ainsi que d'autres risques environnementaux. Ces dernières années, on a observé une brusque augmentation des «pathologies de la société d'abondance». Selon une enquête de l'Eurobaromètre, 7 % des Européens se sont vu prescrire des médicaments ces 12 derniers mois pour des problèmes d'ordre psychologique ou émotionnel et 3 % avaient suivi une psychothérapie durant la même période (7 % aux Pays-Bas)<sup>52</sup>. Le professeur Richard Layard pense que des dépenses modestes visant à améliorer la santé mentale (en particulier par une meilleure disponibilité de la thérapie cognitivo-comportementale) auraient de fortes retombées en termes de bonheur<sup>53</sup>.

En ce qui concerne l'obésité, les risques sur la santé peuvent être aussi importants que ceux liés à la cigarette. Pourtant, un sondage Eurobaromètre a indiqué que la moitié des 15-44 ans n'avait pas pratiqué d'activité physique intense au cours des sept derniers jours et 40 % n'avaient même pas pris part à une activité physique modérée comme la marche pendant plus de 30 minutes<sup>54</sup>. Lorsqu'il est question de cigarette ou d'obésité et des coûts imposés aux systèmes de santé, quel rôle devrait jouer la responsabilité personnelle?

Certains experts pensent que l'augmentation de ces problèmes de santé est la conséquence du stress psychosocial des personnes qui se trouvent au bas de la pyramide sociale dans les

---

51 Roberto de Vogli, Ritesh Mistry, Roberto Gnesotto et Giovanni Andrea Cornia, «Has the relation between income and inequality and life expectancy disappeared?», *J. Epidemiol, Community Health*, 2005.

52 Eurobaromètre spécial sur la santé psychique et psychologique, juin 2006.

53 Richard Layard «Happiness», 2004.

54 Eurobaromètre spécial «Physical Activity», décembre 2003.

sociétés modernes. Ainsi, trois fois plus d'enfants pauvres au Royaume-Uni souffrent de troubles mentaux que ceux des familles correspondant au quintile supérieur des revenus<sup>55</sup>. Dans quelle mesure les prétendues maladies de la richesse sont-elles en réalité des maladies de l'inégalité dans les sociétés modernes?

### 3.10. Qualité de la vie

Si l'on avait interrogé les citoyens de l'Europe de l'Ouest sur leurs préoccupations à propos de leur qualité de vie dans l'immédiate après-guerre, il très est probable qu'ils auraient cité le logement comme l'un de leurs principaux soucis, particulièrement dans les zones urbaines. (Dans de nombreuses zones rurales, ils auraient sans doute évoqué le manque d'accès aux principaux réseaux de distribution d'eau et d'électricité, problème qui a été brillamment résolu au cours des décennies suivantes grâce à l'expansion des «services publics»). L'effet cumulé des destructions occasionnées par la guerre et du *baby boom* qui y a fait suite a entraîné une grave pénurie de logements. De surcroît, la plupart des logements qui avaient résisté aux destructions étaient insalubres et manquaient de commodités de base. Au cours du quart de siècle suivant, les «logements sociaux» loués ont connu une expansion massive dans la plupart des pays d'Europe et ont constitué une réponse quasi uniforme à ce défi en matière de logement. Des habitations décentes ainsi offertes à des prix raisonnables permettaient aux gens de fonder une vie de famille. Malgré les problèmes qui sont apparus ultérieurement de dégradation des immeubles et des «banlieues», ces logements constituaient une avancée sociale considérable.

Aujourd'hui, le logement en tant que facteur essentiel de la «qualité de vie» a perdu en importance même s'il subsiste de sérieux problèmes d'accès au logement dans certains États membres ou dans des régions de l'UE à croissance rapide (comme à Londres, au sud-est du Royaume-Uni ou dans la région madrilène en Espagne), qui ont connu une forte immigration au cours de ces dernières années. La hausse rapide des prix des logements présente toujours un risque potentiel de grave problème social.

De nos jours, 75 % des Européens vivent en zone urbaine et ils devraient être 80 % en 2020. L'urbanisation progresse fortement et plus rapidement que la croissance démographique dans les villes. On estime à 20 % l'accroissement global des zones urbanisées au cours des vingt dernières années, alors que la population de l'UE n'a augmenté que de 6 %<sup>56</sup>. L'espace de logement utilisé par personne a doublé au cours des cinquante dernières années en raison de la hausse du niveau de vie, de la diminution de la taille des familles et de la tendance croissante des Européens à vivre seuls. La plus forte densité de logements due à des lotissements plus compacts et à la construction de davantage de bâtiments «en hauteur» devrait en principe compenser l'effet de l'urbanisation sur l'utilisation des sols. Cependant, au cours des dix dernières années seulement, l'étalement urbain en Europe a connu une expansion comparable à trois fois la superficie du Luxembourg. Cette tendance a été particulièrement marquée dans les quatre pays bénéficiaires du Fonds de cohésion. La construction de nouvelles infrastructures telles que les routes et les services de base, partiellement financée par les fonds structurels, a permis l'expansion des zones résidentielles «en dehors des villes». Il est bien possible que ce modèle se reproduise désormais dans les nouveaux États membres.

---

55 Mental Health of Children, UK Office of National Statistics, 1999.

56 European Environment Agency Briefing 04/2006 «L'étalement urbain en Europe».

Les lotissements à l'extérieur des villes offrent aux familles une meilleure qualité de vie dans un environnement plus vert, plus spacieux et plus sûr. Les Britanniques sont ceux qui apprécient le plus de vivre en banlieue mais les longs déplacements domicile-travail sont devenus courants dans les petites villes, les villages et les zones vertes qui entourent de nombreuses agglomérations européennes importantes. Même si ceux qui peuvent profiter de ces privilèges pensent souvent qu'ils ont de la chance, ces tendances ne contribuent pas nécessairement à améliorer la qualité de vie de la société dans son ensemble. L'étalement urbain a pour conséquence un allongement des trajets en voiture pour aller travailler, conduire les enfants à l'école, accéder aux centres commerciaux à la périphérie des villes et rendre visite à la famille et aux amis éloignés. Cela entraîne un accroissement des encombrements, qui occasionne des pertes économiques, une plus grande consommation énergétique, davantage d'émissions nuisibles à la qualité de l'air et de CO<sub>2</sub> accélérant le changement climatique. En outre, l'augmentation de la prospérité continue de contribuer à la hausse du taux de possession de véhicules, notamment dans les nouveaux États membres où il y a un retard considérable à rattraper. En conséquence, le nombre de kilomètres parcourus par la route dans les zones urbaines de l'UE devrait augmenter d'au moins 40 % entre 1995 et 2030<sup>57</sup>.

Outre cette tendance à l'urbanisation et à l'accroissement du trafic, on constate une tendance parallèle à la «bétonisation» des côtes européennes. Dans la zone côtière de 10 km, la proportion de terres occupées par des structures artificielles créées par l'homme par rapport aux habitats naturels et aux terres arables a augmenté (dans les 17 États membres pour lesquels des chiffres sont disponibles) de 7,5 % au cours des seules années 90<sup>58</sup>.

Le débat européen sur la qualité de la vie se caractérise par une multitude de contradictions et de paradoxes. C'est l'envie compréhensible d'avoir un meilleur cadre de vie pour sa famille et pour soi-même qui accélère le rythme de l'étalement urbain et de dégradation de l'environnement côtier. Néanmoins, on constate parallèlement une véritable prise de conscience croissante des problèmes liés à l'environnement et à «la qualité de la vie». Ces préoccupations «post-matérielles» ont d'abord été des questions politiques essentielles dans les années 70. Une série d'événements et de causes ont frappé l'imagination populaire dans plusieurs États membres à différents moments. Les débats tournaient toutefois autour de thèmes communs tels que la thèse du «Club de Rome» selon laquelle la terre atteignait les limites d'épuisement de ses ressources naturelles en minéraux et en énergie; la constatation de la disparition rapide de la vie sauvage, des forêts et d'autres habitats naturels; la prise de conscience de ce que certaines répercussions de la croissance économique sur l'environnement en termes de pollution et de déchets auraient pu être évitées dans le passé; une perte de confiance dans la science et dans l'idée qu'une nouvelle découverte est automatiquement synonyme de progrès et un mouvement croissant de protestation contre le nucléaire.

Comme les États membres étaient confrontés à une pression politique interne les incitant à agir sur ces sujets de préoccupation croissante liés à «la qualité de la vie», un consensus politique a vu le jour au niveau de l'UE, à partir du milieu des années 80, pour consacrer une part considérable de l'activité européenne à l'environnement. Cela a permis de réfuter vigoureusement les thèses des détracteurs de l'UE. Prenons le cas des «pluies acides» et du «trou dans la couche d'ozone», deux des principaux sujets de préoccupation dans le domaine

---

57 European Environment Agency Briefing 04/2006.

58 European Environment Agency Briefing 03/2006 sur les côtes européennes.

de l'environnement dans les années 80. De 1990 à 2002, les émissions de gaz acidifiants ont chuté de 43 % dans l'UE-15 et de 58 % dans l'UE-10, pour moitié grâce à la réduction des émissions des producteurs d'énergie, qui a été supérieure à la moyenne en Allemagne, au Royaume-Uni et en Finlande (UE-15) et en République tchèque, en Slovaquie et dans les États baltes (UE-10). En ce qui concerne les substances appauvrissant la couche d'ozone, notamment les chlorofluorocarbones (CFC), après la convention de Vienne en 1985 et le protocole de Montréal en 1987, l'Europe a fortement réduit sa production annuelle de CFC dans l'atmosphère. Cette production qui s'élevait à un niveau de 460 en 1989 a été stabilisée à environ 50 dans le milieu des années 90<sup>59</sup>.

Les succès enregistrés en matière d'amélioration de l'environnement et de la qualité de la vie se répercutent dans un grand nombre de domaines: la qualité de l'eau potable, la propreté des rivières et des plages, le traitement des eaux résiduaires, le recyclage et la gestion des déchets et la pollution atmosphérique. Il n'en reste pas moins que des progrès supplémentaires doivent encore être accomplis. Par exemple, la qualité de l'eau s'est améliorée grâce à meilleur traitement des eaux résiduaires dans les villes, à l'introduction de détergents sans phosphates et à la réduction des engrais phosphatés. Cependant, les nitrates provenant de l'agriculture intensive constituent toujours un problème sérieux. De même, l'accès aux ressources en eau et leur gestion dans le sud de l'Europe peuvent devenir une question urgente du fait du changement climatique. Enfin, l'Europe produit toujours beaucoup trop de déchets, ce qui pose le problème de leur exportation vers des régions moins favorisées du monde.

L'étude thématique récente de la Commission sur la qualité de l'air montre qu'en Europe, 311 000 personnes par an décéderont prématurément d'ici à 2030 à cause de la pollution atmosphérique, due principalement aux oxydes d'azote, aux dioxydes de soufre et aux particules dans l'air. L'action proposée devrait permettre de réduire le nombre de décès prématurés d'environ 20 000 chaque année par rapport au niveau qui aurait été normalement atteint - la tendance étant cependant toujours à la hausse. Le nombre de décès causés par la pollution devrait continuer de croître en raison de l'augmentation des niveaux d'émission. Cette tendance à la hausse ne peut être inversée que si l'UE atteint ses objectifs en termes de réchauffement planétaire parallèlement à une réduction des polluants atmosphériques liés aux émissions de carbone, provenant notamment du trafic routier.

Le réchauffement planétaire constituera l'un des principaux défis économiques et sociaux pour l'Europe au cours des prochaines décennies. Certains se trompent lorsqu'ils pensent que le changement climatique n'aura qu'une incidence indirecte sur l'Europe, entraînant la désertification croissante de certains continents comme l'Afrique et une hausse du niveau des océans menaçant les îles et les pays de faible élévation tels que le Bangladesh. Cette logique amène à considérer le changement climatique comme un problème de développement, à l'instar de la pauvreté dans le monde, où l'action de l'UE consiste à mettre l'accent sur les risques des conflits politiques et militaires sur l'approvisionnement en eau dans le reste du monde et sur les conséquences des pressions migratoires de masse en termes de bouleversements économiques pour l'Europe. Or, les conséquences directes en Europe, sans aller jusqu'à être catastrophiques, pourraient néanmoins être graves: le déclin du tourisme hivernal en raison d'une moindre prévisibilité des chutes de neige dans les Alpes; des étés caniculaires insupportables entraînant un plus grand risque d'incendies de forêt dans le sud de l'Europe et une baisse du tourisme et de la tendance à s'installer dans la «Sunbelt»

---

59

Les données citées dans ce paragraphe sont tirées de la publication de 2003 de l'Agence européenne pour l'environnement: «L'environnement en Europe: troisième évaluation».

européenne; des problèmes dans les zones côtières de la mer Baltique, de la Méditerranée et de la mer Noire; la fréquence croissante des fortes pluies et des risques d'inondation dans le nord de l'Europe; la disparition des lieux de pêche traditionnels dans les eaux de l'UE; la propagation de l'encéphalite à tiques et une consommation d'énergie potentiellement plus importante du fait de l'augmentation de la demande de climatisation dans le sud<sup>60</sup>.

De plus, au vu de la réalité politique actuelle, si l'Europe ne prend pas l'initiative d'agir dans le domaine du changement climatique, personne d'autre dans le monde n'est susceptible de le faire. Cependant, le fait de prendre une telle initiative peut impliquer un engagement à une profonde restructuration économique en Europe et signifier l'abandon de la production de masse au profit d'une économie de la connaissance et des services. Par exemple, des signaux tarifaires visant à limiter les émissions de carbone par des échanges de quotas d'émission pourraient, avec le temps, avoir une influence déterminante sur le comportement de la société et du consommateur. Les secteurs qui dépendent d'une production intensive d'énergie considéreront les hausses relatives de prix comme lourdes de conséquences pour la demande et l'offre. Comme pour tout autre ajustement économique de grande envergure, les retombées sociales pourraient être très importantes.

L'échange de droits d'émission de carbone constitue en principe une intervention non discriminatoire qui assure le contrôle et la réduction de la quantité totale des émissions massives de carbone du secteur industriel et qui garantit que la raison d'être des émissions de carbone ait la valeur marchande la plus élevée. Cependant, le système d'échange fonctionne sur un marché de l'énergie où les signaux tarifaires sont déjà largement faussés par l'intervention des pouvoirs publics en faveur des technologies soucieuses de l'environnement. En 2001, les pouvoirs publics de l'UE ont subventionné l'énergie, directement et indirectement, pour un montant supérieur à 29 milliards d'euros. Seulement 5,3 milliards d'euros ont été consacrés aux énergies renouvelables contre 13 milliards d'euros aux combustibles solides et 8,7 milliards d'euros au pétrole et au gaz<sup>61</sup>.

Outre la production d'énergie, le secteur des transports est celui qui contribue le plus aux émissions de CO<sub>2</sub>. Le découplage de la croissance des transports et de la croissance économique constitue l'objectif de l'UE. Néanmoins, cet objectif essentiel n'a pas encore été atteint. Sur le marché des transports, la répartition modale des transports penche en faveur des transports routier et aérien qui ont continué à augmenter aux dépens du rail et des voies navigables qui constituent des modes de transport ayant relativement peu d'incidence sur le changement climatique. Le transport aérien enregistre une croissance annuelle de 5 %. Au cours des années 90, le réseau autoroutier a été étendu de plus de 12 000 km dans l'UE-15 et d'environ 1 000 km dans les nouveaux États membres, ces chiffres risquant encore d'augmenter avec la dotation accrue des fonds structurels dans le cadre de la perspective financière 2007-2013. Même si l'UE a réussi à faire nettement diminuer les émissions de polluants réglementés (d'un quart à un tiers) grâce à une réglementation plus stricte en matière de conception des véhicules et d'émissions, la croissance du trafic a contribué à une augmentation générale des émissions de CO<sub>2</sub> (d'un cinquième)<sup>62</sup>.

La solution préférée des économistes au problème de l'usage excessif de la voiture est la tarification routière ou certaines variantes applicables aux zones urbaines, telles que la taxe

---

60 European Environment Agency. Impacts of Europe's changing climate. EEA Report No 2/2004.

61 European Environment Agency Briefing 02/2004 «Subventions à l'énergie et énergies renouvelables».

62 European Environment Agency Briefing 03/2004 «Transports et environnement en Europe».

d'encombrement. Cette logique est impeccable et se prête à une mise en œuvre généralisée compte tenu des progrès technologiques. Néanmoins, cela nécessitera à la longue de profonds ajustements sociaux, en particulier en termes d'emplois dans l'industrie automobile et chez ses fournisseurs ainsi qu'au niveau des distributeurs et de leur chaîne d'approvisionnement et exigera le financement d'une nouvelle génération d'investissements en infrastructures pour que les transports en commun puissent constituer une alternative au véhicule privé. Un risque non moins sérieux est le préjudice économique pour les familles, compte tenu des nouveaux modes d'habitat qui se sont développés. Une croissance «intelligente» qui soit écologiquement durable constitue une formidable chance économique pour l'Europe du fait de nos atouts technologiques et des besoins au niveau mondial, mais la «réalité sociale» sous-jacente sera l'apparition de «gagnants» et de «perdants» à moins que le changement ne soit anticipé et que des mesures soient prises par les pouvoirs publics.

### 3.11. Délinquance et augmentation de l'insécurité

En matière de délinquance, il est difficile de faire la part entre la réalité et sa perception. Comme les définitions de la délinquance varient, il est difficile de procéder à des comparaisons exactes entre les États membres. Mais il semblerait que, dans l'ensemble, la délinquance a augmenté dans l'UE15 depuis 1950. Le taux de criminalité s'est accéléré après 1970 mais, depuis 1990, la criminalité déclarée est restée assez stable. Dans certains pays, les taux de délinquance ont baissé globalement (en prenant en compte des infractions courantes comme le vol de voitures et les cambriolages), mais certains types de crimes violents montrent une inquiétante augmentation.

À en juger par les normes en vigueur dans le reste du monde, les sociétés européennes ne sont pas extrêmement violentes. En 1995, l'impact des meurtres sur l'espérance de vie a été de 0,1 an en Europe de l'Ouest (l'UE15 plus la Norvège et la Suisse); de 0,4 an dans l'UE8 et d'anciennes régions de l'Union soviétique; contre 0,3 an aux États-Unis (trois fois plus que dans l'UE15); 0,6 an en Amérique latine; et 0,9 an en Russie. C'était en Colombie que l'impact sur l'espérance de vie était le plus lourd pour l'ensemble de la planète: les meurtres y réduisent l'espérance de vie de 2,2 ans<sup>63</sup>.

Néanmoins, selon l'Eurobaromètre, la criminalité est classée régulièrement comme préoccupation numéro deux ou trois en Europe, environ un quart des adultes citant ce problème. Les femmes et les personnes âgées sont les catégories de la population les plus susceptibles de se sentir menacées. La situation varie cependant beaucoup entre les États membres. Les pays où les citoyens sont les plus inquiets face à la délinquance sont l'Irlande (54 %), suivie de Chypre (49 %), de l'Estonie (48 %), de la Lettonie (43 %), du Royaume-Uni (41 %), du Danemark (34 %), des Pays-Bas (31 %), de la France (28 %) et de la Suède (27 %). La moyenne est tirée vers le bas par les résultats de l'Allemagne (11 %). D'un autre côté, près de neuf citoyens sur dix de l'Union considèrent les questions combinées de criminalité, de terrorisme et de trafic de drogue comme étant une de leurs préoccupations majeures et ils souhaitent que l'Union européenne joue un rôle plus important dans la réponse à ces questions.

Une forte proportion de tous les crimes commis dans l'Union européenne est liée à la drogue. Ils sont commis sous l'influence des stupéfiants, pour en financer l'achat, dans le cadre de leur commerce illicite, ou encore pour contrecarrer l'application de la législation à leur rencontre et

---

63

Rodrigo Soares, «Welfare Cost of Violence», University of Maryland, septembre 2004.

l'action des forces de l'ordre. De 1998 à 2003, les infractions liées à la drogue officiellement déclarées ont augmenté dans la plupart des États membres. Elles ont doublé en Estonie et en Pologne, alors qu'en 2003 même, les infractions officiellement déclarées en rapport avec la drogue ont baissé en Autriche, en Belgique, en Hongrie, en Italie, à Malte, en Slovénie et en Espagne.

La perception d'une augmentation des crimes violents, souvent liés à la drogue, a suivi celle des comportements antisociaux: la petite délinquance comme le vandalisme visant les propriétés immobilières, ou l'incivilité, le manque de respect et le manque de considération pour autrui. Les études britanniques ont constaté qu'il s'agit d'une importante question de justice sociale. une personne sur trois à faibles revenus, vivant dans un logement social ou dans une grande ville, se plaint des comportements antisociaux contre seulement une personne sur vingt vivant dans un quartier plus riche<sup>64</sup>. Les personnes âgées trouvent ces comportements particulièrement préoccupants. Parmi les personnes de plus de 65 ans, 31 % de l'UE15 et 42 % des nouveaux États membres trouvent qu'il n'est pas sûr de se déplacer dans leur quartier la nuit<sup>65</sup>.

Les tendances futures de la délinquance sont difficiles à prévoir, car elle évolue avec la société. Les mutations sociales, économiques et technologiques mèneront toutefois à une société plus diversifiée, fonctionnant en réseau, mieux éduquée, plus prospère et mieux informée, mais comptant potentiellement plus de personnes à risque. L'augmentation de la circulation des personnes, des services, des biens et des nouvelles technologies offre de considérables occasions de prospérité et de croissance, mais elle peut également ouvrir de nouveaux champs à la criminalité.

Le système judiciaire s'efforce de répondre à ces problèmes. En Europe, les structures et la qualité de la gouvernance de la justice pénale, comme dans d'autres domaines, sont un problème clé. La corruption, qui peut être définie de façon générale comme l'abus de pouvoir pour des intérêts personnels, sape la démocratie et la souveraineté du droit parce qu'elle suscite dans la population une défiance envers les institutions publiques. Le défi consiste à démontrer aux citoyens le succès de stratégies judiciaires innovantes qui peuvent s'attaquer tant aux causes de la criminalité qu'à ses manifestations elles-mêmes.

### 3.12. Migration, diversité ethnique et intégration

La migration fait depuis longtemps partie intégrante de l'expérience européenne. Les pressions qui ont conduit à la grande émigration vers le Nouveau Monde ont également entraîné des mouvements de population au sein de l'Europe. On pense, par exemple, aux Irlandais en Grande-Bretagne ou au caractère fortement diversifié des grandes villes comme Prague avant la Seconde Guerre mondiale. La migration en Europe reste un phénomène complexe et varié.

- Les mouvements de population forcés à la fin de la Seconde Guerre mondiale comprenaient un grand programme de peuplement de l'Estonie et de la Lettonie par des Russes.

---

64 «Social Exclusion in the UK», rapport de l'unité Stratégie du Premier ministre, 2005.

65 Robert Anderson, «Quality of Life and Care for older people in Europe», Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

- De 1950 jusqu'au premier choc pétrolier en 1974, les pays d'Europe de l'Ouest en pleine croissance recherchaient des immigrants pour satisfaire un insatiable besoin de main-d'œuvre. De nos jours, les emplois non qualifiés pour lesquels la plupart ont été recrutés disparaissent rapidement et, dans le même temps, il y a des pénuries dans certains secteurs, notamment dans les emplois hautement qualifiés. Les résultats obtenus par les deuxième et troisième générations d'immigrants en matière d'intégration dans l'économie de la connaissance (tout comme de nombreux autres citoyens) sont, au mieux, inégaux.
- L'immigration a repris à nouveau dans les années 90, en réponse à une pénurie de main-d'œuvre croissante. Les demandes d'asile, dues initialement à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, ont augmenté au même rythme que l'immigration clandestine. Des vagues d'immigration clandestine ont affecté des États membres qui ne connaissaient auparavant quasiment pas d'immigration. En 2004, 12 % de la population de Suède et 6 % de celle du Danemark était née à l'étranger.
- L'Europe du Sud est récemment devenue une destination importante des immigrants: en Grèce, ils viennent des Balkans et du Proche-Orient; en Italie, d'Albanie et d'Afrique du Nord; en Espagne et au Portugal, d'Amérique du Sud et d'Afrique. Au cours des trois années allant jusqu'en 2005, l'immigration légale nette vers l'Union européenne s'est élevée au total à plus d'un million et demi de personnes par an.
- Dans les nouveaux États membres, au cours de la période communiste, nombreux étaient ceux qui souhaitaient quitter le pays mais qui en étaient empêchés. Depuis la transition, la population se met à nouveau à croître après une période de déclin, et depuis l'adhésion à l'Union européenne en 2004, les flux migratoires ont été bien plus importants que prévu, même si une part importante d'entre eux n'est peut-être que temporaire.

Les récentes vagues d'immigration sont en train de transformer de nombreuses villes européennes. La population de villes très différentes les unes des autres comme Birmingham, Marseille et Malmö est composée à plus d'un tiers de minorités ethniques<sup>66</sup>. Selon les travaux de l'organisme public néerlandais chargé de l'évaluation des tendances sociales, la population d'Amsterdam et de Rotterdam non originaire des Pays-Bas était de 6 % en 1973 et de 34 % de nos jours. On estime qu'elle atteindra plus de 50 % d'ici 2020. Il existe également de nos jours des concentrations de population non originaire des Pays-Bas dans deux autres grandes métropoles du pays: La Haye (30 %) et Utrecht (20 %). Ces chiffres contrastent fortement avec ceux de la population non originaire des Pays-Bas pour l'ensemble du pays, qui s'élevaient à 9,7 % en 2003 et qui devraient atteindre 14,1 % en 2020<sup>67</sup>.

L'immigration a de fortes justifications économiques, mais dans la présente étude, il convient d'en souligner les avantages sociaux. La diversité a enrichi culturellement l'Europe. Il suffit de penser à nos habitudes culinaires, à notre musique et à nos grandes figures sportives pour s'en apercevoir. Et, bien entendu, la contribution sociale qu'ont apportée les immigrants au bien-être social de nos sociétés a été énorme bien qu'elle soit souvent passée sous silence: dans les

66 Alessandra Buonfino «Immigration and Integration», The Young Foundation, London, 2006. 16 % de la population actuelle de Birmingham et 24 % de celle de Marseille est née à l'étranger.

67 Merove Gijsberts «Ethnic Minorities and Integration», Social and Cultural Planning Office, La Haye, septembre 2004.

services de soins et dans les emplois d'utilité publique essentiels qui n'auraient autrement peut-être pas trouvé preneurs.

Lorsque l'on décrit la réalité sociale de l'Europe actuelle, il importe également de reconnaître que du point de vue des communautés d'immigrants, dont nombreux sont désormais citoyens à part entière des États membres de l'Union européenne, le sort que leur réservent nos sociétés laisse beaucoup à désirer. Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre le racisme et l'intolérance explicites, il reste d'énormes problèmes de discrimination, de chômage et d'accès à des services publics corrects comme le logement, la santé et une école de qualité. Les problèmes sont particulièrement préoccupants pour les immigrants sans papiers, qui ne sont pas entièrement comptabilisés dans les statistiques et qui sont techniquement «illégaux»; de plus, les avis sont partagés quant à la manière de traiter leur situation. Même les communautés issues de l'immigration qui disposent d'un statut juridique reconnu et qui comptent un grand nombre de citoyens européens parmi leurs membres peuvent enregistrer un chômage élevé et des résultats scolaires médiocres<sup>68</sup>. Par exemple, aux Pays-Bas, deux-tiers de la population adulte dans son ensemble sont employés, contre seulement 40 % des Néerlandais d'origine marocaine. 60 % des Marocains quittent l'école avec de faibles ou sans qualifications: c'est le cas de 10 % seulement des Néerlandais d'origine<sup>69</sup>. En Allemagne, moins d'un Allemand d'origine turque sur dix accède à l'université contre quatre Allemands originaires d'Allemagne sur dix. Même en Suède, où le système éducatif offre aux immigrants de la seconde génération des résultats similaires à ceux des Suédois de Suède, les membres des communautés d'immigrants trouvent qu'il est beaucoup plus difficile de trouver des emplois corrects. Et dans les nouveaux États membres, il existe une population de souche d'au moins 10 millions de Roms qui sont chroniquement désavantagés. C'est pour toutes ces raisons majeures que l'Union européenne a pris les devants pour lutter contre la discrimination.

Mais un aspect moins engageant de la réalité sociale de l'Europe doit d'abord être reconnu pour tel avant de pouvoir y remédier: il s'agit des graves problèmes d'intégration posés par les réactions de la société d'accueil<sup>70</sup>. 25 % des citoyens de l'UE15 rejettent l'idée que la pluralité ethnique, religieuse et culturelle soit une bonne chose pour toute société; 48 % pensent qu'il vaut mieux pour un pays que tous partagent les mêmes traditions; 60 % pensent qu'il existe des limites au nombre de personnes d'origine ethnique, religieuse et culturelle différente qu'une société peut accepter<sup>71</sup>.

Les attitudes précises varient en fonction des citoyens des différents États membres, mais au mieux, la majorité de la population exprime une certaine défiance vis-à-vis des immigrants et même, s'agissant d'une minorité, une franche hostilité. La moitié des Néerlandais d'origine adopte depuis vingt ans une attitude réservée ou hostile sur la question d'avoir des voisins d'origine différente: ce chiffre est tombé à environ 40 % au milieu des années quatre-vingt-dix et a fini par atteindre 55 % avec Pim Fortuym<sup>72</sup>. L'image des musulmans qu'ont les

---

68 Gosta Esping Andersen, op. cit., tableau 2, page 10, cite des données concernant le déficit des résultats scolaires chez les groupes d'immigrants dans plusieurs (mais pas tous) États membres. En corrigeant le déficit brut selon le sexe, l'éducation de la mère, la catégorie socioprofessionnelle des parents et le capital culturel de la famille, il démontre que le système éducatif fonctionnant le moins bien est celui de la Belgique, suivi dans l'ordre des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande, du Royaume-Uni, de la France et du Danemark. Le seul État membre où les immigrants s'en sortent mieux sur cette base que la population native est l'Irlande, qui a des résultats similaires à ceux des États-Unis.

69 Merove Gijssberts op. cit.

70 Ces questions sont étudiées plus en détail dans le document du BEPA: «Migration and public perception» de Marcel Canoy, Ricklef Beutin, Anna Horvath, Agnes Hubert, Frederic Lerais, Peter Smith et Myriam Sochacki, octobre 2006.

71 Eurobaromètre 138, «Racism and Xenophobia in Europe».

72 Voir graphique à la page 34 de Merove Gijssberts op. cit.

Néerlandais d'origine est généralement négative. Les Britanniques prétendent être plus tolérants vis-à-vis de l'Islam mais ils sont pleins de ressentiment envers le comportement, selon eux, injuste des demandeurs d'asile et d'autres immigrants qui «abusent» de l'État providence<sup>73</sup>.

Dans toute l'Europe, les inquiétudes les plus prononcées sur l'intégration sont exprimées par les personnes âgées et non pas par les jeunes; ceux qui sont moins bien éduqués, les travailleurs manuels et les personnes occupant des emplois à bas salaires. Aux yeux de ces groupes en particulier, l'immigration a un impact négatif significatif sur leur bien-être: travailleurs non qualifiés confrontés à une nouvelle concurrence pour l'emploi pouvant faire baisser les salaires; jeunes couples cherchant à louer un appartement dans les banlieues; parents dont les enfants se retrouvent dans des classes multilingues; cabinets médicaux bondés; personnes âgées vivant seules qui trouvent difficile de s'adapter à de nouveaux voisins provenant de cultures différentes.

Les inquiétudes de la population sont souvent liées à l'ampleur et à la rapidité du phénomène ainsi qu'au niveau de contact direct avec les étrangers. Les quartiers déjà marqués par la diversité ethnique ont tendance à adopter une vue plus positive des immigrants que ceux où peu d'immigrants se sont installés. Il importe de reconnaître que de telles attitudes existent, même lorsqu'elles reposent sur des malentendus et des perceptions erronées. Elles ne devraient toutefois jamais justifier les préjugés ou être une excuse pour exagérer l'impact de l'immigration sur les problèmes sociaux préexistants. Il faut admettre les faits et entreprendre de résoudre les problèmes de manière pragmatique sans agiter inutilement les experts. Par exemple, des expériences dans des pays comme le Danemark indiquent que des bons résultats économiques et un modèle de protection sociale fonctionnant bien ne suffisent pas à garantir une bonne intégration des immigrants et des minorités ethniques. Il faut des programmes d'intégration ciblés sur les jeunes immigrants dans les écoles et lutter contre la discrimination. Les «minorités ethniques» ne peuvent plus être traitées comme un bloc homogène. Par exemple, les enfants d'origine indienne ont en moyenne de meilleurs résultats que les enfants d'origine britannique dans les écoles du Royaume-Uni, mais ce n'est pas le cas en moyenne des Pakistanais et des Bangladais.

Le défi culturel est encore plus grand. Dans plusieurs États membres, il semblerait qu'il existe un consensus croissant selon lequel l'apprentissage de la langue «du pays» devrait être une obligation sociale. Mais on risque de buter sur de nombreux points potentiellement sensibles concernant les valeurs et les coutumes. Des épisodes comme celui des dessins satiriques danois indiquent le niveau des sensibilités en jeu. Il existe des conflits potentiels sur les questions suivantes: les attitudes envers les femmes, les mariages arrangés, les foulards et l'égalité des homosexuels. Toutes ces questions sont potentiellement difficiles et conflictuelles. Le besoin d'un dialogue et d'une compréhension réciproques est urgent, en particulier en ce qui concerne les limites entre les croyances personnelles et les droits publics, le tout sur fond de respect des valeurs fondamentales et de la souveraineté du droit.

Les poseurs de bombe du 7 juillet à Londres n'étaient que superficiellement intégrés en tant que citoyens britanniques. Les sentiments de rejet par la société d'accueil sont extrêmement complexes, mais il est vital de les comprendre. Il ne s'agit pas de problèmes d'immigration, mais de problèmes sociaux qui surgissent entre citoyens. La plupart des sociétés européennes ont jusqu'à une date récente éludé le débat sur les obligations découlant de la citoyenneté, tant

celles des immigrants et des minorités ethniques, d'une part, que celles de la population locale, d'autre part. Or, il est nécessaire de faire preuve de compréhension, de tolérance envers la «différence» de l'autre et d'être ouvert au dialogue, et non pas d'adopter des attitudes «pour la galerie».

Le maintien de tensions non résolues et le niveau élevé d'hostilité envers les personnes que les Européens côtoient sont un défi aux idéaux de cohésion sociale et de communauté soudée qui font normalement partie de nos valeurs et de nos discours politiques. En effet, l'assimilation de l'immigration aux questions de race, d'origine ethnique et de religion réveille nombre des anciens démons du passé européen qui, comme le font remarquer plusieurs historiens, étaient choses courantes dans de nombreuses cultures européennes mais sont fermement rejetées de nos jours par l'Union européenne.

### **Remarques finales**

Tout exercice de ce type aboutit à souligner des «problèmes»: il n'aurait aucune crédibilité s'il les éludait. Les sociétés européennes sont confrontées à des défis sociaux majeurs. L'économie de la connaissance peut apparaître comme une menace pour ceux qui ont peu de qualifications et peu d'ambitions éducatives. Le chômage et l'inactivité gâchent encore la vie d'un trop grand nombre de personnes, tout comme la pauvreté, qui reste très répandue. Les handicaps générationnels risquent d'être confortés encore davantage et la mobilité sociale de devenir plus problématique. Les conséquences sociales des perceptions personnelles d'échec dans nos sociétés inégalitaires peuvent provoquer de nouvelles formes de stress et de problèmes de dysfonctionnement familial, de criminalité et de comportement antisocial, de maladie mentale et de nouvelles pathologies de la richesse. Les liens de solidarité qui sont à la base du modèle social européen sont peut-être en train de se déliter, en particulier en raison de la dépendance vis-à-vis de la protection sociale et des problèmes liés à l'intégration des groupes minoritaires dans nos sociétés.

Cela dit, il y a de nombreuses raisons d'être optimiste. La satisfaction personnelle et le bonheur sont plus élevés en Europe que dans d'autres parties du monde. L'espérance de vie a augmenté et pourrait même augmenter bien davantage, tout comme la possibilité de vivre une vie plus saine et plus longue. Les emplois dans l'économie de la connaissance seront potentiellement plus satisfaisants. Les possibilités d'éducation s'élargissent. Les femmes sont plus indépendantes et maîtrisent davantage leur vie. La diversité est potentiellement une grande source de force créatrice. La migration, gérée avec succès, peut contribuer à répondre aux besoins économiques et sociaux de l'Europe.

Les Européens peuvent se réjouir d'un monde rempli de possibilités nouvelles. La tâche des législateurs de nos États membres et au niveau de l'Union européenne est d'assurer le plus large accès à ces possibilités.

## 4. QUESTIONS A DEBATTRE

### 4.1. Tendances

**Ce document a présenté de nombreuses tendances dans toute une série de domaines, notamment:**

- la transition vers une économie postindustrielle de la connaissance et de services;
- l'État providence;
- la priorité au consommateur – impact de la richesse;
- la démographie;
- les valeurs – individu, famille, collectivité, société.

**Êtes-vous d'accord avec cette analyse? Disposez-vous de données supplémentaires qui pourraient la confirmer (ou la contredire)?**

### 4.2. Bien-être

Qu'entendez-vous par bien-être? Mis à part les biens matériels, quelles sont les conditions préalables pour éprouver un sentiment de bonheur et de satisfaction?

Selon vous, quels sont les facteurs clés contribuant au bien-être, par ordre d'importance: par exemple avoir un emploi, être satisfait de son travail, avoir une vie de famille épanouie, un logement décent, une bonne santé, accès à des possibilités d'éducation, des perspectives de mobilité sociale, un voisinage agréable et des amis, être fortement intégré dans son milieu immédiat, se sentir en sécurité dans la rue et chez soi? Existe-t-il d'autres facteurs?

Et selon vous, quels sont actuellement les principaux obstacles au bien-être en Europe: le manque d'argent, la pénurie d'emplois satisfaisants, la pression excessive sur la vie familiale et les loisirs, la pauvreté et l'inégalité, l'inadaptation des services publics comme ceux de la santé et l'éducation, l'importance de la délinquance et de la criminalité, l'incivilité, les problèmes d'immigration et de multiculturalisme?

### 4.3. Opportunités et accès

Quels sont les principaux facteurs permettant de conservation ou d'amélioration de ses chances dans la société actuelle? (éducation, statut social, richesse, santé, etc.)

#### *- Éducation*

Que faut-il faire pour élargir les possibilités de tous en matière d'éducation tout au long de la vie? Que faire pour que les conséquences des difficultés éducatives précoces ne s'aggravent ultérieurement au cours de la vie; pour réduire le nombre de jeunes en décrochage scolaire; pour élargir l'accès à un enseignement supérieur, en particulier pour les personnes socialement défavorisées, ainsi que pour permettre à chacun d'apprendre tout au long de la vie?

### **- *Emploi/Travail***

Quels sont les principaux obstacles rencontrés pour trouver un travail décent et, le cas échéant, pour mettre ses compétences à niveau afin d'obtenir un autre emploi? Quelles sont les solutions efficaces pour abattre ces barrières et élargir l'accès aux emplois? Quel est le bon équilibre entre la sécurité et les perspectives d'emploi sur le marché du travail moderne?

Le stress au travail est-il en augmentation et si oui, quelle en est la cause? Par exemple: de nouvelles exigences au travail, l'insécurité de l'emploi, un déséquilibre entre vie privée et activité professionnelle?

Que faut-il faire pour aider les ménages dans lesquels les deux conjoints travaillent à concilier travail, vie familiale et loisirs? Que peut-on faire pour réduire les tensions entre les impératifs d'une carrière et une vie de famille et privée satisfaisante, tant pour les femmes que pour les hommes?

### **- *Relations sociétales et sociales***

Quelles sont les implications sociales de la mutation des valeurs? De l'évolution du rôle des femmes? Du rôle des hommes? Quels sont les obstacles d'origine sociétale à une vie de famille épanouie? Les pouvoirs publics sont-ils en mesure de les éliminer? La baisse du taux de natalité est-elle une affaire purement privée ou devrait-il être une préoccupation publique affichée?

Pourquoi la pauvreté, en particulier la pauvreté des enfants, est-elle encore si répandue en Europe? À quoi faut-il l'imputer, quelle est la gravité des conséquences qui s'ensuivent pour la société et que faire pour y remédier?

Faut-il s'inquiéter d'un éventuel accroissement des inégalités dans nos sociétés? Comment une société peut-elle concilier diversité croissante et cohésion? En quoi la diversité affecte-t-elle la solidarité? Comment peut-on améliorer l'intégration? Comment peut-on garantir l'accès pour tous aux services (publics) tels que la justice, l'administration, la culture, les services sociaux (et les logements sociaux) et la sécurité sociale?

Parallèlement à l'allongement de l'espérance de vie, dans quelle proportion augmentera la charge des soins aux personnes âgées et qui devra la supporter, tant en termes de coûts que de temps personnel? Quelles sont les implications sociales du nombre croissant de personnes âgées vivant isolées? Où se situe le juste équilibre des responsabilités entre la famille, la collectivité et l'État? Quels sont les obstacles sociaux et économiques à la prolongation de l'activité professionnelle des personnes en âge de prendre leur retraite?

Comment expliquer qu'une personne âgée sur six se trouve encore dans la pauvreté dans l'Union européenne?

Quelles sont les principales mesures à prendre pour accroître le nombre des années de vie en bonne santé? Les inégalités des soins de santé peuvent-elles être réduites? Que doit-on faire lorsque les problèmes de santé découlent d'un choix de style de vie et comment trouver le bon équilibre entre les responsabilités individuelles et sociétales? Comment garantir l'accès pour tous aux services de santé?

Comment ont évolué les perceptions de la qualité de vie au cours des dernières décennies? Dans quelle mesure les Européens sont-ils prêts à privilégier la durabilité environnementale au détriment d'autres objectifs plus immédiats? Quelles sont les conséquences économiques et sociales pour l'Europe de sa volonté affirmée de prendre les rênes du combat mondial contre le changement climatique?

Quelle est la gravité de l'impact de la délinquance et des comportements antisociaux sur le bien-être et que peut-on faire pour y remédier?

## **Bibliographie et références**

Aldridge Stephen, *Life Chances and Social Mobility: An Overview of the Evidence*, Strategy Unit, cabinet du Premier ministre, Londres, mars 2004.

Arte Wil et Loek Halman ed., *European Values at the Turn of the Millennium*, Brill 2004.

Jerzy Bartkowski et Aleksandra Jasinka-Kania, «*Voluntary organizations and the development of civil society*» dans «*European Values at the Turn of the Millennium*», publié par Arts et Halman, 2004.

Jim Bennett et Mike Dixon, *Single Person Households and Social Policy*, Joseph Rowntree Foundation et Institute for Public Policy Research, Londres 2006.

Bergheim Stefan, Deutsche Bank Research «*Measures of Well-being*», septembre 2006.

Giuseppe Bertola, université de Turin, *Social and Labour Market Policies in a Growing EU*, novembre 2005.

Jo Blanden, Paul Gregg et Stephen Machin, «*Intergenerational Mobility in Europe and North America*», Centre for Economic Performance, London School of Economics, avril 2005.

Romina Boarini, Asa Johannson et Marco Mira d'Ercole, «*Alternative Measures of Well-being*», documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 33, 2006.

Andrea Boltho, «*What is wrong with Europe?*», 1993.

Axel Borsch-Supan, Mannheim Research Institute for the Economics of Aging, «*Points to structure discussion during cabinet hearing on Demographic Change and Its Implications for Public Policy*», Bruxelles, janvier 2006.

Nicola Brandt, Jean-Marc Burniaux et Romain Duval, «*Évaluation de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi: évolutions et réformes entreprises dans le passé*», document de travail 429 de l'OCDE, mai 2005.

Alessandra Buonfino, «*Immigration and Integration*», The Young Foundation, octobre 2006.

Francis Castles, «*The Future of the Welfare State: Crisis Myths and Crisis Realities* OUP 2004.

Michael Dunford, School of Social Sciences and Cultural Studies, University of Sussex, «*Comparative Economic Performance, Inequality and the Market Led Remaking of Europe*».

Bernard Ebbinghaus (Max Plank Institute for the Study of Sciences, Cologne), «*When Labour and Capital Collude: The Varieties of Welfare Capitalism and Early Retirement in Europe, Japan and the USA*», document de travail n° 00.4, Program for the Study of Germany and Europe, Center for European Studies, Harvard University.

John Ermisch, «*How do Parents affect the Life Chances of their children as adults? An idiosyncratic view*», document de recherche SEDAP n° 101, McMaster University, Hamilton, Ontario, Canada, mai 2003.

Gosta Esping-Andersen «*Families, Government and the Distribution of Skills*», document établi pour la conférence NETSPAR –CPB «*Reinventing the Welfare State*», La Haye, 27 et 28 avril 2006.

Gosta Esping-Andersen avec Duncan Gallie, Anton Hemerijk et John Myles, «*Why we need a New Welfare State*», OUP, 2002.

Eurobaromètre 158, «*La participation des Européens aux activités culturelles*», avril 2002.

Eurobaromètre 223, «*Social Capital*», février 2005.

Eurobaromètre 225 «*Social Values, Science and Technology*», juin 2005.

Eurobaromètre 248, «*La santé psychique et psychologique*», juin 2006.

Eurobaromètre 261, «*La politique européenne sociale et l'emploi*», octobre 2006.

Eurobaromètre 54.2, «*Situation sociale dans l'Union européenne*», février 2001.

Eurobaromètre, «*Health, Food and Alcohol and Safety*», décembre 2003.

Eurobaromètre, «*Physical Activity*», décembre 2003.

Commission européenne, «*Un nouveau partenariat pour la cohésion*», troisième rapport sur la cohésion économique et sociale, DG Politique régionale, 2004.

Commission européenne, «*Emploi en Europe 2005*», DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, novembre 2006.

Commission européenne, «*Rapport sur l'égalité entre les hommes et les femmes, 2005*», COM(2005) 44.

Commission européenne, «*Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale*», DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, mars 2005.

Commission européenne, «*Moderniser l'éducation et la formation: une contribution essentielle à la prospérité et à la cohésion sociale en Europe*», communication de la Commission, novembre 2006.

Commission européenne, «*The 2005 EPC Projections of Age Related Expenditure (2004-2050) for the EU-25 Member States*», rapport établi par le Comité de politique économique et la Commission européenne, rapport spécial n° 4/2005.

Commission européenne, «*La situation sociale dans l'Union européenne en 2004*».

Commission européenne, «*La situation sociale dans l'Union européenne en 2005*».

Commission européenne, «*Emploi en Europe 2004*», DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, novembre 2005.

Commission européenne, Livre vert «*Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*», COM(2005) 94, mars 2005.

Commission européenne, «*Chiffres clés de l'éducation en Europe 2005*», DG Éducation et culture, Eurostat et Eurydice, 2005.

Commission européenne, «*Labour Market Participation and the Dynamics of Social Exclusion*», rapport de la DG Recherche, 2000.

Commission européenne, «*Social Strategies in Risk Societies*», rapport de la DG Recherche, 1999.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, «*Troisième enquête européenne sur les conditions de travail*», 2000.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, «*La qualité du travail et de l'emploi en Europe*».

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, «*Restructuring and employment in the EU: Concepts, measurement and evidence*», 2006.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, «*Quality of Life and Care for Older people in Europe*», 2006.

European Journal of Social Quality, volume 5, n° 112, 2005, «*Indicators of Social Quality: Applications in Fourteen European Countries*».

Eurostat, «*L'éducation en Europe, 2003*», 13/2003.

Eurostat, «*L'Europe en chiffres – Annuaire Eurostat 2005*».

Eurostat, «*Enquête européenne sur les forces de travail – Principaux résultats 2003*», 14/2004.

Eurostat, «*Statistiques sociales européennes: revenus, pauvreté et exclusion sociale*», deuxième rapport 2003.

Eurostat, «*Indices généraux sur le passage de l'école à la vie active*», 4/2003.

Eurostat, «*Statistiques de la santé: atlas de la mortalité, édition 2002*».

Eurostat, «*Pauvreté des travailleurs*», 5/2005.

Eurostat, «*Pauvreté monétaire et exclusion sociale dans l'UE25*», 13/2005.

Eurostat, «*L'apprentissage tout au long de la vie en Europe*», 8/2005.

Eurostat, «*Projections de population à long terme au niveau national*», 3/2006.

Eurostat, «*La privation matérielle dans l'UE*», 21/2005.

Eurostat, «*La pauvreté monétaire dans les nouveaux États membres et les pays candidats*», 12/2004.

Eurostat, «*Plus de femmes que d'hommes vivent dans des ménages sans emploi*», 15/2002.

Eurostat, «*La population en Europe en 2004 – Premiers résultats*», 15/2005.

Eurostat, «*Statistiques de population*», 2004

Eurostat, «*Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE après Laeken*», 8/2003 et 9/2003.

Eurostat, «*Les jeunes Européens sortant du système éducatif et les effets de l'inadéquation des emplois sur le marché du travail*», 5/2003.

Eurostat, «*Work and Health in the EU*», 2003.

Eurostat, «*Le passage de l'école à la vie professionnelle chez les jeunes Européens*», 6/2003.

Maurizio Ferrera et Martin Rhodes, «*Recasting European Welfare States*» Frank Cass, 2000.

Richard Florida, «*The Rise of the Creative Class*», Basic Books, 2002.

Richard Florida, «*The Flight of the Creative Class: the new global competition for talent*», Harper Collins, 2005.

Denis Fougère, Francis Kramarz et Julien Pouget «*Youth Unemployment and Crime in France*», IZA-Bonn, mars 2006.

Jean Fourastié, «*Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*», Fayard, Paris, 1979.

Barbara Gerstenberger, «*The Growth Potential of the Silver Economy*», Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2005.

Anthony Giddens et Patrick Diamond, «*The New Egalitarianism*», Polity Press, juin 2005.

Anthony Giddens, Patrick Diamond et Roger Liddle, «*Global Europe, Social Europe*», Polity Press, octobre 2006.

Anthony Giddens, «*Europe in the Global Age*», Polity Press, octobre 2006.

Merove Gijsberts «*Ethnic Minorities and Integration*», Social and Cultural Planning Office, La Haye, septembre 2004.

Susy Giullari et Jane Lewis, «*The Adult Worker Model Family, Gender Equality and Care*», programme des Nations unies pour la politique sociale et le développement - document n° 19, avril 2005.

Robert J. Gordon, «*Issues in the Comparison of Welfare between Europe and the United States*», document présenté au Venice Summer Institute, juillet 2006.

Anne-Marie Guillemard, «*Continental welfare states in Europe confronted with the end of career inactivity trap: a major challenge to social protection in an aging society*», program for the Study of Germany and Europe, document de travail 01.5, document établi pour la conférence «*Rethinking Social Protection*» au Minda de Gunzburg Center for European Studies, université d'Harvard, janvier 2001.

Loek Halman, Ruud Luijkx et Marga van Zundert, «*Atlas of European Values*», université de Tilburg, 2005.

Institut national d'études démographiques (Paris), «*Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*», audition du directeur de l'INED sur le Livre vert lancé par la direction générale de l'emploi, Bruxelles, janvier 2006.

Sjoerd Karsten, Charles Felix, Guuske Ledoux, Wim Meunen, Jaap Rooleveld et Erik van Schooten (université d'Amsterdam), «*Choosing Segregation or Integration? The extent and effects of ethnic segregation in Dutch cities*», *Education and Urban Society*, volume 38, n° 2, février 2006.

Sjoerd Karsten, Guuske Ledoux, Jaap Rooleveld, Charles Felix et Dorothe Elshof, «*School Choice and Ethnic Segregation*», *Educational Policy*, volume 17, n° 4, septembre 2003.

Jacob Funk Kierkegaard, «*Outsourcing and Offshoring: Pushing the European Model over the Hill, rather than over the Cliff*», Institute for International Economics, Washington, document de travail 05-1, mars 2005.

Richard Layard, «*Happiness*», Allen Lane 2005, Penguin 2006.

Stephen Machin, «*Social Disadvantage and Education Experiences*», documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 32, 2006.

Laurent J.G. van der Maesen et Alan C. Walker, «*Outcomes of the European Scientific Network in the European Journal of Social Quality, Volume 5*».

Nicole Malpas (NM Consultants), «*Employment and Unemployment among Women and Men*», DG Recherche, décembre 2001.

Stephen Nickell, «*Labour Market Institutions and Unemployment in OECD countries*», CESifo DICE Report 1, n° 2, 2003.

OCDE, *Panorama de la santé - Les indicateurs de l'OCDE 2005*.

OCDE, *Les pensions dans les pays de l'OCDE – Panorama des politiques publiques*, édition 2005.

OCDE, *Panorama de la société 2005: indicateurs sociaux de l'OCDE*, édition 2005.

OCDE, *Where Immigrant Students Succeed*, 2006.

Avner Offer, «*The Challenge of Affluence*», OUP, 2006.

Jim Ogg (Young Foundation) et Catherine Bonvalet (Institut national d'études démographiques), «*The Baby Boomer Generation and the Birth Cohort of 1945-54: A European Perspective*», document pour un séminaire organisé par le Consumption research programme (ESRG- AHRC) en collaboration avec la semaine des sciences sociales de l'ESRC, mars 2006.

Janneke Plantenga et Chantal Remery, «*Reconciliation of work and private life: a comparative review of thirty European countries*», groupe d'experts de l'UE sur les questions

hommes-femmes, l'inclusion sociale et l'emploi, DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, septembre 2005.

Lucinda Platt, «*Migration and Social Mobility: The life chances of Britain's ethnic minorities*», Joseph Rowntree Foundation, novembre 2005.

Alexia Prskawetz, Bernhard Mahlberg, Vegard Skirbekk, Inga Freund et Maria Winkler-Dworak (institut démographique de Vienne) et Thomas Lindh, Bo Malberg, Ann-Christin Jans, Oskar Skans Nordstrom et Fredrik Andersson (Institute for Future Studies, Stockholm), «*The Impact of Population Ageing on Innovation and Productivity Growth in Europe*», rapport pour la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, VT/ 2004/454.

Rapport d'Empirica (Gesellschaft für Kommunikations- und Technologieforschung mbH, Bonn) et WRC (Work Research Centre, Dublin), «*Demographic Change – Impacts of New Technologies and Information Society*», rapport établi pour la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, novembre 2005.

Jitka Rychtarikova (département de démographie et de géodémographie, université Charles, Prague), «*Population issues matter more*», janvier 2006.

Theo Schepens, université de Tilburg, «*Atlas of European Values*», publié par Loek Halman, Ruud Luijkx et Marga van Zundert, 2005.

G Scheutz, H Ursprung, et L Woessman, «*Education Policy and Equality of Opportunity*», document de travail du CESifo 1518, 2005.

A. Skolnick, «*Change of Heart: Family dynamics in historical perspective*» dans *Family, Self and Society*, 1993.

Rodrigo Soares (université du Maryland), «*Welfare Cost of Violence*», septembre 2004.

The Economist, «*The super-rich*», édition du 21 octobre 2006, p. 33.

Ruut Veenhoven, «*Subjective Measures of Well-being*», université des Nations unies.

Frans van Vught, «*Youth, Education and the Labour Market*», document présenté au groupe des conseillers sur la société de la Commission européenne, septembre 2006.

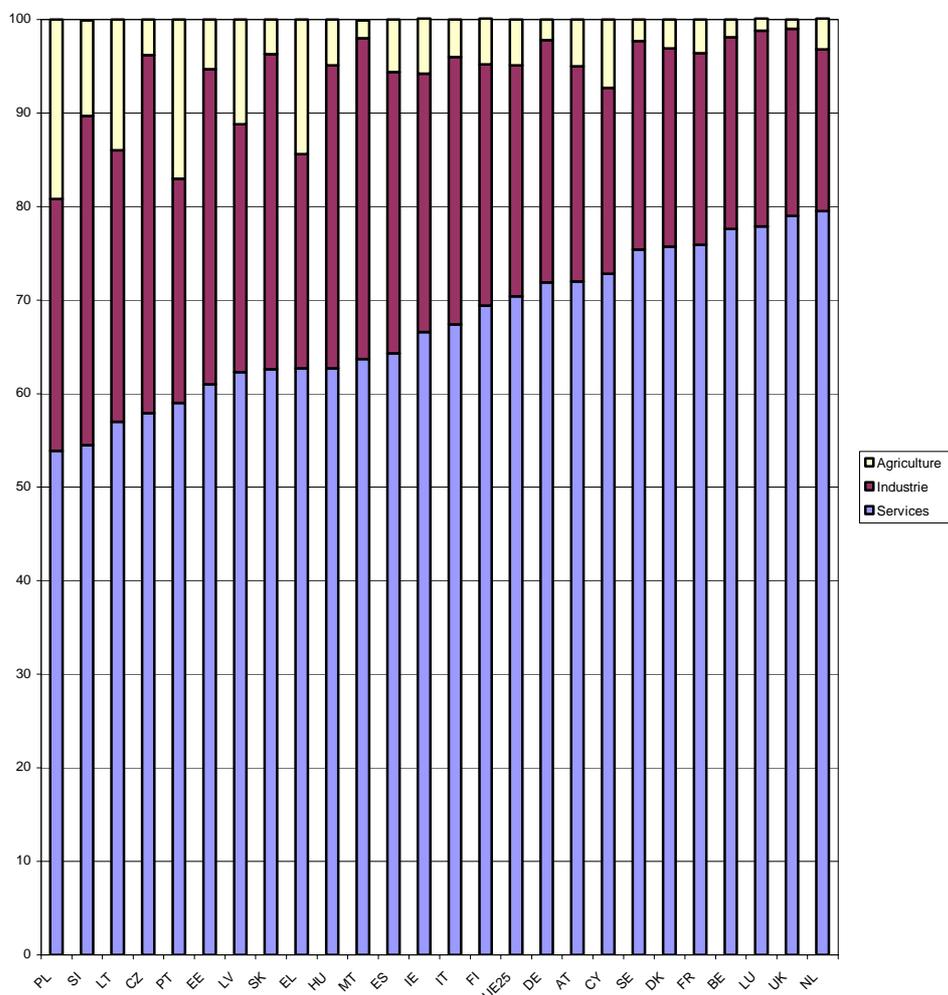
Richard G. Wilkinson, «*The Impact of Inequality*», Routledge, 2005.

Women's Equality Unit, «*The Part Time Pay Penalty*», cabinet du Premier ministre, Londres, 2005.

---

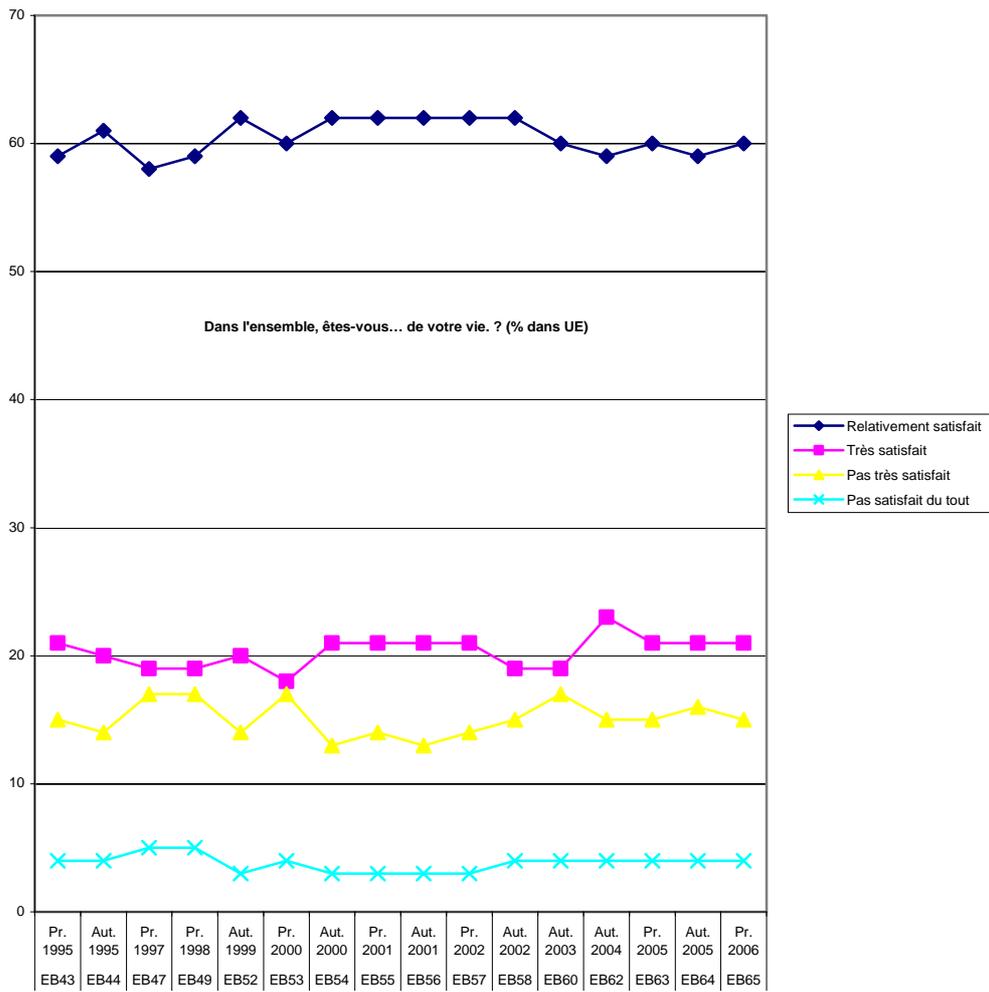
## ANNEXE: graphiques et tableaux

Graphique 1: Structure comparative de l'emploi (par secteur d'emploi principal) dans les États membres de l'Union européenne (2005)



Source: Eurostat, EFT, dans L'emploi en Europe 2006

Graphique 2: Niveau de satisfaction personnelle dans l'Union européenne



Source: Eurobaromètre 65.

Tableau 1: Variation de l'emploi (1995-2005)

	Industries fondées sur le savoir	Autres industries
Espagne	74,6 %	42,4 %
Irlande	70,7 %	42,9 %
Grèce	36,8 %	8,3 %
Pays-Bas	29,9 %	12,3 %
Italie	28,4 %	4,1 %
Belgique	23,3 %	3,7 %
Finlande	29,6 %	13,5 %
Autriche	18,3 %	-5,4 %
Allemagne	17,1 %	-8,6 %
Royaume-Uni	16,7 %	1,0 %
France	16,3 %	7,3 %
Portugal	11,1 %	1,4 %
Danemark	11,6 %	-0,2 %
Suède	12,8 %	2,0 %
UE 15	23,9 %	5,7 %

Remarque: Par autres industries, on entend l'industrie manufacturière, le secteur de la construction, l'agriculture, l'industrie de l'eau, la vente au détail, Portugal 1998-2005

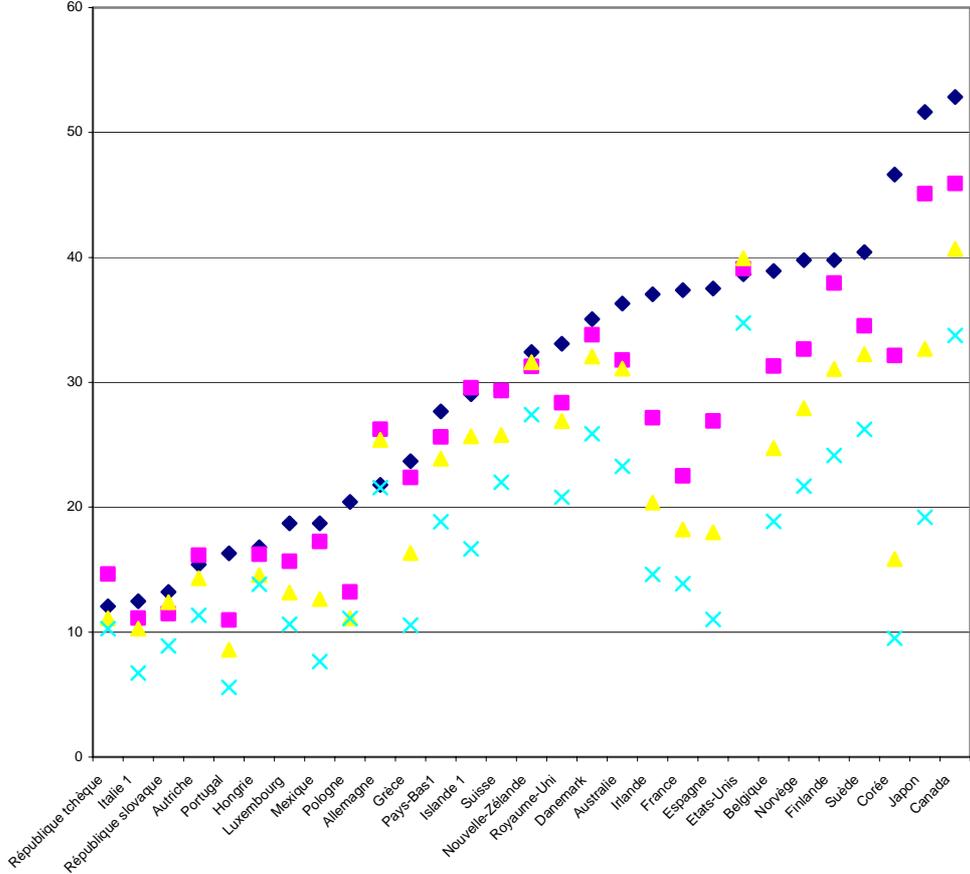
Source: Brinkley and Lee (2006), données d'Eurostat

Tableau 2: Projection des taux de dépendance (en %)

	2003	2025	2050	Variation 2003 - 2050
BE	26	36	47	21
DK	22	34	42	20
DE	26	38	52	26
GR	26	36	60	35
ES	25	33	66	41
FR	25	37	46	21
IE	16	25	45	29
IT	28	39	62	34
LU	21	28	36	15
NL	20	33	41	20
AT	23	34	52	30
PT	23	35	59	36
FI	23	41	47	24
SE	26	36	41	14
UK	24	33	45	21
CY	14	29	43	30
CZ	20	35	55	35
EE	23	31	43	20
HU	22	34	48	26
LT	22	29	45	23
LV	23	31	44	21
MT	19	34	41	22
PL	18	33	51	33
SK	16	28	51	34
SI	21	36	56	35
EU25	24	35	51	27
EU15	25	36	52	26
EU10	19	33	50	31

Source: Commission européenne 2005, *Economic Paper* n° 236.

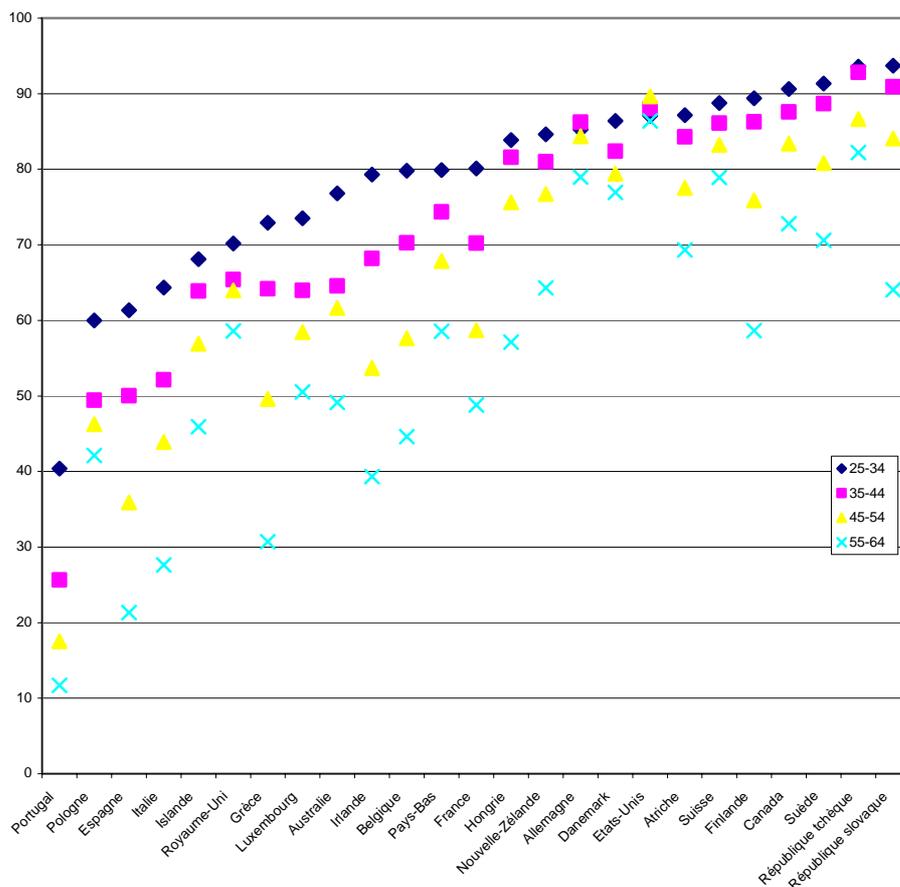
Graphique 3: Population ayant atteint l'enseignement supérieur (2003)  
 Pourcentage par tranche d'âge



Source: van Vught F. (2006), OCDE, 2005

Remarque: Les années 90 se rapportent à la tranche d'âge 25-34

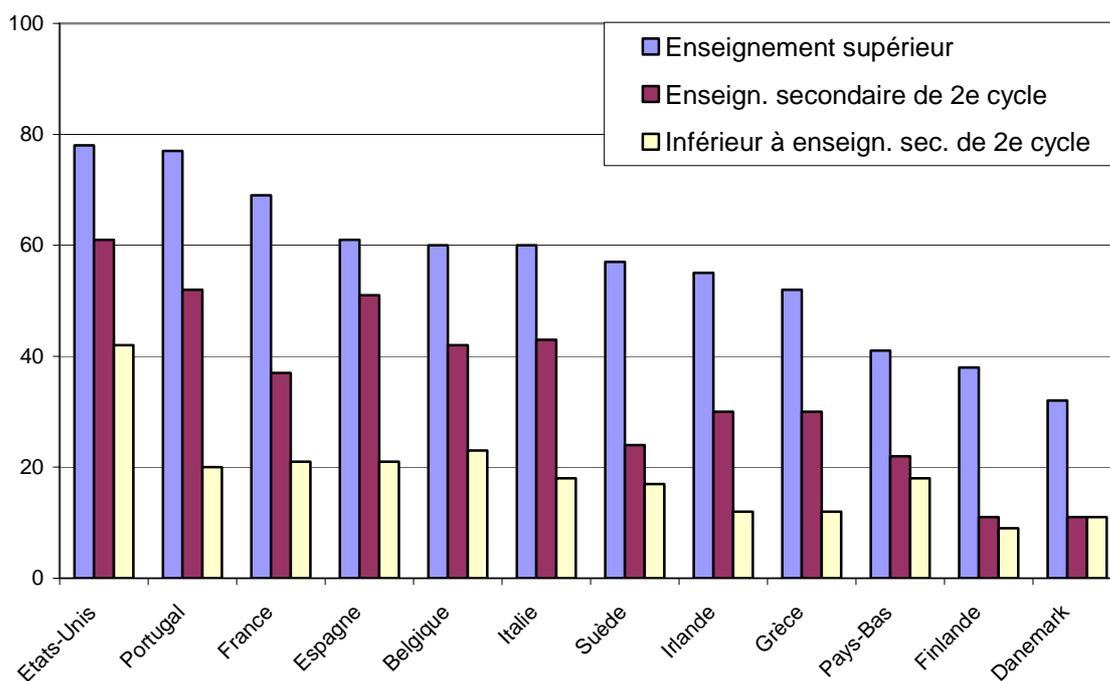
Graphique 4: Population ayant atteint l'enseignement secondaire de 2<sup>e</sup> cycle (2003)  
 Pourcentage par tranche d'âge (décennie)



Source: van Vught F. (2006), OCDE, 2005

Remarque: Les années 90 se rapportent à la tranche d'âge 25-34

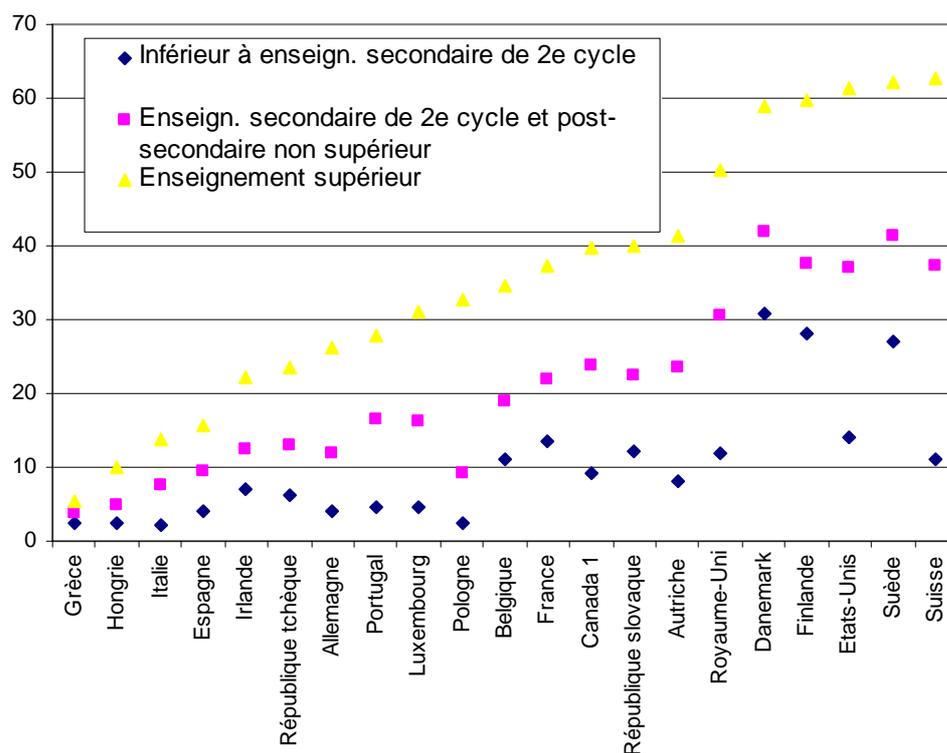
Graphique 5: Pourcentage de jeunes dans l'enseignement supérieur par rapport au niveau d'instruction de leurs parents (1994-1995)



Remarque: Pourcentage de jeunes de 18-24 ans.

Source: «Désavantage social et expériences éducatives». Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations (2006) tirés d'EURYDICE (1997).

Graphique 6: Taux de participation à la formation professionnelle continue informelle des actifs âgés entre 25 et 64 ans en fonction du niveau d'instruction (2003)



Remarque: Les pays sont classés, de gauche à droite, dans l'ordre ascendant du taux de participation à la formation professionnelle continue informelle, pour tous les niveaux d'instruction, sur une période de 12 mois.

1. Les données sur le Canada se rapportent à l'année 2002.

Source: «Désavantage social et expériences éducatives». Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations (2006); OCDE (2005), Regards sur l'éducation, Paris

Tableau 3: Estimations comparables, à l'échelle internationale, sur la mobilité intergénérationnelle

Pays	Ensemble de données	de Fils né en	Mesure des revenus du fils	Mesure du statut parental	du	Corrélation intergénérationnelle partielle <sup>1</sup>
Royaume-Uni	Étude de cohorte britannique	1970	2000 (à l'âge de 30 ans)	Revenu parental entre 1980 et 1986 (moyenne)		.271 <sup>a</sup>
États-Unis	Étude par panel de la dynamique des revenus	1954-1970	À l'âge de 30 ans	Revenu parental lorsque le fils a entre 10 et 16 ans (moyenne)		.289 <sup>a</sup>
République fédérale d'Allemagne	Panel socio-économique	1960-1973	2000	Revenu parental entre 1984 et 1988 (moyenne)		.171 <sup>a</sup>
Canada	Données sur les revenus entre les générations (tirées des registres fiscaux)	1967-1970	1998	Revenu parental lorsque le fils a 16 ans		.143 <sup>a</sup>
Norvège	Données tirées de registres	1958	1992 et 1999 (moyenne)	Revenus du père en 1974		.139 <sup>b</sup>
Danemark	Données tirées de registres	1958-1960	1998 et 2000 (moyenne)	Revenus du père en 1980		.143 <sup>b</sup>
Suède	Données tirées de registres	1962	1996 et 1999 (moyenne)	Revenus du père en 1975		.143 <sup>b</sup>
Finlande	Panel sur le recensement quinquennal	1958-1960	1995 et 2000 (moyenne)	Revenus du père en 1975		.147 <sup>b</sup>

<sup>a</sup> Blanden (2005) Tableau 3.3; <sup>b</sup> Bjorklund et al (2005) Tableau 3.

La corrélation partielle est égale au coefficient bêta, modulé pour tenir compte des changements intervenus en termes d'inégalités entre les générations. Cela est d'autant plus important que les inégalités ont progressé à des rythmes différents dans les pays faisant partie de cet échantillon.

Source: Jo Blanden, Paul Gregg et Stephen Machin «Mobilité intergénérationnelle en Europe et en Amérique du Nord», LSE Centre for Economic Performance (avril 2005).

Tableau 4: Taux de risque de pauvreté par type de ménage (2003)

	Parent isolé avec enfants à charge	Deux adultes avec un enfant à charge	Deux adultes avec deux enfants à charge	Deux adultes avec trois enfants à charge ou plus	Trois adultes ou plus avec enfants à charge
UE-25	33	11	12	24	sans objet
Autriche	31	9	13	20	9
Belgique	30	11	8	19	13
Chypre	22	10	6	15	6
République tchèque	30	7	8	20	9
Danemark	18	5	4	13	10
Estonie	33	15	18	24	16
Finlande	19	5	5	11	8
France	29	9	9	16	16
Allemagne	44	11	11	21	15
Grèce	34	13	16	32	30
Hongrie	16	8	10	23	17
Irlande	54	16	11	25	12
Italie*	36	15	24	36	sans objet
Lettonie	31	13	13	32	18
Lituanie	27	11	12	28	14
Luxembourg	15	9	11	10	12
Pays-Bas	39	8	10	24	12
Pologne **	24	11	16	33	19
Portugal*	30	14	25	34	sans objet
Slovaquie	40	22	26	35	18
Slovénie	25	4	8	9	8
Espagne	24	12	14	35	22
Suède*	19	8	5	14	sans objet
Royaume-Uni	40	13	12	27	16

\*, \*\*

Source: Eurostat